

BMS : De la neige sur les reliefs de l'Est dépassant les 1.000 m

Des chutes de neige affectent depuis hier soir les reliefs de l'Est du pays dépassant les 1.000 mètres d'altitude, a indiqué un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par le Centre national des prévisions météorologiques. P.2

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 20 mars 2019 - 13 Radjeb - N° 2168 - 6^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



Horaires des prières

Fajr : 05h17 Dohr : 12h56
Asr : 16h23 Maghreb : 19h04 Isha : 20h24

MÉTÉO

Alger	: 13°	07°
Oran	: 16°	08°
Annaba	: 14°	09°
Béjaïa	: 14°	09°
Tamanrasset:	27°	11°

www.dknews-dz.com

ALGÉRIE-RUSSIE

Lamamra : «Le Président Bouteflika prêt à transmettre le pouvoir au président élu de manière ouverte et transparente»

P. 24



ALGÉRIE-CHINE

La Chine espère voir l'Algérie avancer dans son calendrier politique

P. 24

Les personnels de la santé manifestent dans les différentes wilayas du pays

Des marches pacifiques des personnels du secteur de la santé et des universitaires ont été organisées, hier, à travers les différentes wilayas du pays avec comme mots d'ordre «le changement profond du système» et «le respect de la Constitution», ont constaté les journalistes de l'APS. P. 3



PARTIS

Cinq partis politiques lancent un "Rassemblement pour une nouvelle République"

P. 3

PRODUITS ALIMENTAIRES:

La facture d'importation en baisse en janvier 2019

P. 5

ARMÉE

FÊTE DE LA VICTOIRE :
Gaïd Salah : «Le mois de mars marqué par "les hauts-faits aux objectifs nobles" du peuple »

P. 3



SANTÉ

DÉPRESSION :
La rhodiola comme traitement alternatif

P.p 12-13

FOOTBALL

CAN-2019 (QUALIFICATIONS/ 6^e ET DERNIÈRE JOURNÉE) ALGÉRIE :
Le groupe au complet, les choses sérieuses commencent pour la Gambie

Les 26 joueurs convoqués par le sélectionneur national, Djamel Belmadi, ont rejoint lundi le centre technique national de Sidi Moussa, en vue de la réception de la Gambie, vendredi prochain au stade Mustapha-Tchaker de Blida (20h45), dans le cadre de la 6^e et dernière journée (Gr.D) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019. P. 22

HIER
À 16H36

Secousse tellurique de magnitude 3,3 degrés dans la wilaya de M'sila

P. 2

MDN

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ :

Arrestation de neuf (9) narco-trafiquants à Oran et Relizane

P. 24

MUSÉE NATIONAL DU MOUDJAHID Conférence-historique sur la fête de la Victoire

Dans le cadre du 201^e numéro de l'émission hebdomadaire «Rendez-vous avec l'histoire», le musée national du moudjahid, organise ce matin à partir de 10h, une rencontre qui portera sur la fête de la victoire intitulé «Témoin de la victoire de la guerre de libération le 19 mars 1962». La conférence sera encadrée par des professeurs universitaires et des spécialistes en présence de chercheurs, étudiants et représentants de la presse nationale.



Horaire des prières

Mercredi 13 Radjeb 1440

Fajr	05:17
Dohr	12:56
Asr	16:23
Maghreb	19:04
Isha	20:24



LI AMNIKOU Présentation des dispositions sécuritaires mises en place pour les vacances



L'émission «Li Amnikoum», de l'espace radio de la Sûreté nationale, sera consacrée demain jeudi 21 mars à partir de 16h, sur les ondes de la chaîne 1, aux dispositions sécuritaires mises en place par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) à l'occasion des vacances de printemps.

ANCA Conférence des représentants des marchés de gros de fruits et légumes

L'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), organise ce matin à partir de 11h, en son siège (sis cité 444 logements Saïd hamdine Alger), une conférence de presse qui sera animée par les représentants des marchés de gros de fruits et légumes.

HIER À M'SILA À 16H36 Secousse tellurique de magnitude 3,3 enregistrée à Hamam Dalâa



Une secousse tellurique d'une magnitude de 3,3 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée hier à 16h36 dans la wilaya de M'sila, indique le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué. L'épicentre de la secousse a été localisé à 8 km au sud de Hamam Dalâa, précise la même source.

DEMAIN À ANNABA Célébration de la Journée internationale des forêts



A l'occasion de la célébration de la Journée internationale des forêts, la conservation des forêts de la wilaya d'Annaba, organise demain jeudi 21 mars, une opération de plantation d'arbres au niveau du jardin méditerranéen de Aïn Achir, une exposition de produits forestiers, pièce théâtrale pour enfants, remise d'attestation aux chasseurs ayant bénéficié d'une formation au niveau du Centre de loisirs scientifiques Rais Salah (CLS).

PALAIS DES EXPOSITIONS Expo-vente de cuisine vietnamienne

Le Palais des Expositions des Pins-Maritimes, Alger, abrite jusqu'au 21 mars, une exposition-vente de cuisine vietnamienne au profit des orphelins du Sud. Au menu : Pho ou soupe tonkinoise, rouleaux de printemps, nem, sandwich traditionnel de Hoi An, vermicelles au bœuf (bo bun), nouilles sauté vietnamien, Riz sauté vietnamien et beignets au sésame vietnamien.



Météo

	Max	Min
Alger	13°	07°
Oran	16°	08°
Annaba	14°	09°
Béjaïa	14°	09°
Tamanrasset	27°	11°

GALERIE AÏCHA-HADDAD Exposition de Fayçal Barakat

La galerie d'art Aïcha Haddad (84, rue Didouche Mourad, Alger), abrite du 21 mars au 7 avril, une exposition individuelle de peinture de l'artiste Fayçal Barakat.



MÉTÉO De la neige sur les reliefs de l'Est dépassant les 1.000 m...

Des chutes de neige affectent depuis hier soir les reliefs de l'Est du pays dépassant les 1.000 mètres d'altitude, a indiqué un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par le Centre national des prévisions météorologiques. Les wilayas concernées sont Batna, Khenchela, Tébessa et Oum el Bouaghi, a précisé le BMS, ajoutant que l'épaisseur des neiges cumulées atteindra ou dépassera localement 30mm durant la validité de ce BMS.



...et de la pluie sur plusieurs régions du pays

Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses, affectent depuis hier, plusieurs wilayas de l'Est du pays, selon un bulletin spécial (BMS) émis par les services de l'Office national de la météorologie. Ce BMS concerne les wilayas de Batna, Khenchela, Tébessa, Biskra et le nord d'El Oued avec des cumuls pouvant atteindre ou dépasser les 30 mm et ce, du mardi à 18h00 au mercredi à 09h00. Des rafales de vent sous orages sont prévues, ajoute la même source.

SÛRETÉ DE WILAYA DE BLIDA Hommage aux personnels atteints de handicap

Dans le cadre de la célébration de la Journée nationale des personnes handicapées, la Sûreté de wilaya de Blida, a organisé cette semaine en son siège, une cérémonie en l'honneur des personnels de la Sûreté de wilaya ayant été victime de handicap durant la décennie noire, ceux ayant été blessés lors de l'exercice de leur fonction, ceux admis en invalidité et les ayants droit atteints d'un handicap. Au total, une quarantaine de personnes ont été honorées lors de cette cérémonie qui témoigne de l'intérêt que porte la DGSN à l'ensemble des personnels qui constituent ce corps sécuritaire. D'autre part, des éléments de la Sûreté de daïra de Bouinane, ont rendu visite aux enfants admis au niveau du Centre psychopédagogique situé dans cette localité. Sur place, les policiers ont mis en place un circuit d'éducation routière au profit des soixante pensionnaires du centre et fourni des explications sur le code de la route et les activités de la Sûreté nationale.



LE 28 MARS À ORAN 8^e rencontre régionale CNAS-médecins prescripteurs

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), organise jeudi 28 mars à partir de 8h30 à l'hôtel Sheraton d'Oran, la 8^e rencontre régionale CNAS-Médecins prescripteurs placée sous le thème «Agiissons en parfaite synergie, pour un partenariat durable».



LE 22 MARS À SIDI BEL ABBES Rencontre scientifique sur le diabète, l'HTA et les risques cardiovasculaires



L'Association des médecins d'exercice libérale de Sidi Bel Abbes, organise vendredi 22 mars à l'hôtel Eden, une rencontre scientifique et médicale qui portera sur le diabète, l'hypertension artérielle HTA et les risques cardiovasculaires.

ARMÉE - FÊTE DE LA VICTOIRE : Gaïd Salah : «Le mois de mars marqué par "les hauts-faits aux objectifs nobles" du peuple»

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a souligné, hier, que le mois de mars est marqué par les «hauts-faits aux objectifs nobles et aux intentions pures» à travers lesquels le peuple algérien a exprimé «ses valeurs et ses principes de travail sincère et dévoué à la patrie», indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Les fruits du dévouement ne se fanent pas et ne disparaissent jamais et leur parfum marquera toujours tout travail dévoué à Allah et à la patrie. Ce parfum doux porté par le mois de mars de chaque année pour le peuple algérien, le mois des Chouhada. Un mois marqué par les hauts-faits aux objectifs nobles et aux intentions pures, à travers lesquels le peuple algérien a clairement exprimé ses valeurs et ses principes de travail sincère et dévoué à Allah et à la patrie», a relevé le général de corps d'Armée au deuxième jour de sa visite sa visite à la 3ème Région militaire à Béchar.

Il s'agit d'un mois qui a vu accroître le nombre des Chouhada pour Allah et pour la patrie, et qui a vu grandir la détermination des Moudjahidine qui se sont résolus en cet illustre mois, d'être des projets de martyrs ou de remporter une victoire éclatante», a-t-il souligné, ajoutant qu'«Allah a exaucé la prière des braves aux bonnes intentions, certains ont été honorés par la Chahada et d'autres par la victoire.

Ainsi, ce mois a été sacré, à juste titre, mois des martyrs et de la victoire face au colonisateur français», a-t-il dit. Lors de ce deuxième jour de visite à la 3ème Région militaire à Béchar, le chef d'Etat-major de l'ANP a poursuivi l'inspection d'unités déployées dans le territoire du Secteur Opérationnel Sud de Tindouf, et supervisé l'exécution d'un exercice de tirs avec munitions réelles.

A l'entame, le général de corps d'Armée, accompagné du général-major, Mustapha Smaïli, Commandant de la 3ème Région militaire, a suivi un exposé présenté par le Commandant du Secteur, portant sur l'idée générale de l'exercice et ses diffé-



rentes étapes, dont l'exécution s'inscrit dans le cadre du contrôle de la première phase de l'année de préparation au combat 2018/2019.

Baptisé «Nasr 2019», cet exercice a été exécuté en commémoration de cette date, par les unités organiques du Secteur Opérationnel Sud Tindouf, soutenues par des hélicoptères d'appui-feu.

Au niveau du champ de tirs et de manœuvres du Secteur Opérationnel Sud de Tindouf, le général de corps d'Armée a suivi les diverses étapes d'exécution de cet exercice dont l'objectif consiste à élever les capacités de combat et l'interopérabilité entre les différentes forces, en sus de l'entraînement des commandements et des états-majors à la préparation, la planification et la conduite des opérations contre les éventuelles menaces, et à permettre aux éléments et équipages d'acquiescer davantage d'aptitudes en termes de maîtrise et

d'emploi des différents systèmes d'armement. Il a également «suivi de près le déroulement des actions exécutées par les unités terrestres et aériennes engagées dans cet exercice, qui ont été menées avec un grand professionnalisme dans toutes les étapes ainsi qu'avec un haut niveau tactique et opérationnel, reflétant le degré de disponibilité des unités participantes et les grandes capacités au combat des équipages et des commandants d'unités à tous les échelons, notamment en termes d'exploitation efficiente du terrain et de coordination étroite entre les différentes unités, ce qui a contribué à la réalisation de résultats très satisfaisants reflétés par la précision des tirs avec les diverses armes».

Au terme de cet exercice, le général de corps d'Armée s'est réuni avec les éléments des unités ayant exécuté cet exercice, «les félicitant pour leurs efforts considérables, fournis tout au long de l'année de préparation au combat 2018-2019, notamment lors de la préparation et de

l'exécution de cet exercice couronné d'un succès total».

Il a également souligné que le développement effectif et l'amélioration réelle du rendement, nécessitent d'accorder une importance capitale à la préparation et à l'exécution de ces exercices d'évaluation de différents niveaux et plans, rappelant à l'ensemble des participants que l'exécution de cet exercice, coïncidant avec la fête de la victoire, porte une profonde symbolique. Une occasion à travers laquelle le général de corps d'Armée a présenté ses vœux à tous les personnels de l'Armée nationale populaire. Le général de corps d'Armée a, par ailleurs, visité quelques unités du Secteur, à l'instar du 24ème Régiment Blindé, où il a inspecté ses différentes structures, notamment ses infrastructures dédiées à la préservation et la maintenance du matériel et des équipements de cette importante unité, comme il s'est enquis des conditions de travail de ses cadres et ses personnels», conclut le communiqué.

Les personnels de la santé manifestent dans les différentes wilayas du pays

Des marches pacifiques des personnels de la santé et des universitaires ont été organisées, hier, à travers les différentes wilayas du pays avec comme mots d'ordre «le changement profond du système» et «le respect de la Constitution», ont constaté les journalistes de l'APS.

A Oran, capitale de l'Ouest algérien, médecins, étudiants en médecine, pharmaciens et paramédicaux se sont rassemblés devant le siège de la wilaya, après avoir pris le départ du CHU «Dr. Benzerdjeb», brandissant l'emblème national et des banderoles sur lesquelles étaient inscrits les mêmes mots d'ordre retenus lors des précédentes marches populaires.

Des groupes d'enseignants universitaires et des étudiants ont rejoint les «blouses blanches» face au siège de la wilaya après avoir sillonné plusieurs quartiers de la ville, scandant des slogans rejetant «la prolongation du mandat présidentiel», et «le report des élections».

Dans l'enceinte de la nouvelle Cour d'Oran, des avocats et des magistrats ont tenu, à leur tour, un sit-in appelant au «respect de la Constitution», à «l'indépendance de la justice» et au rejet de ce qu'ils appellent le «recyclage du régime».

Dans les autres wilayas, la mobilisation des personnels du secteur de la santé a été plus ou moins forte d'une région à une autre. A Tlemcen et Mostaganem, ils étaient de centaines à sillonner les principales artères de la ville avant d'être rejoints par les étudiants devant le siège de la wilaya.

A Ain Temouchent, Relizane, Mascara, Tiaret, El Bayadh, Saïda, Sidi Bel-Abbès, Tissemsilt ou encore Naama, les «blouses blanches» ont répondu à l'appel pour la tenue de ces rassemblements et marches. Dans l'Est du pays, des centaines de travailleurs du secteur de la santé ont manifesté pacifiquement pour exprimer leur adhésion au mouvement populaire engagé le 22 février, à l'image des médecins, agents paramédicaux vêtus de leurs blouses blanches et des fonctionnaires du secteur de la santé de la wilaya de Constantine qui ont marché du CHU-Benbadis vers le centre-ville brandissant des banderoles appelant au «changement du système», au «respect de la Constitution» et à «des réformes profondes».

Ils ont été rejoints par les travailleurs de l'Entreprise nationale du matériel des travaux publics, ainsi que des enseignants et des étudiants universitaires, a-t-on constaté.

A Batna, Skikda, Mila, Guelma, Annaba, Khenchela, Oum El-Bouaghi et Sétif des manifestants du secteur de la santé, rejoints par des avocats et étudiants des universités ont notamment scandé des slogans «Non au report», «Oui au changement profond» et «Oui au respect de la Constitution», tout en appelant à «la gestion des affaires de l'Etat par des figures nouvelles».

Toutes ces marches se sont déroulées pacifiquement, dans le calme et sans aucun incident. Dans le Centre du pays, des centaines de médecins et de travailleurs de la santé de Blida, Chlef, Médéa, Djelfa et Ain Defla ont revendiqué le «changement» et la «consécration d'un Etat de droits», tout en scandant des slogans appelant au respect de la volonté du peuple.

A Tipasa, des sit-in ont été tenus par des dizaines de médecins et travailleurs de la santé et des vétérinaires devant le siège de la Direction du secteur et de la wilaya, scandant les mêmes revendications politiques, au même titre que des dizaines d'avocats massés devant la Cour de Tipasa. Boumerdes, Tizi-Ouzou, Bouira et Bejaïa ont connu la même situation, où médecins des secteurs privé et public, employés de la santé, professeurs et étudiants universitaires, avocats, mais aussi des centaines de citoyens de plusieurs secteurs et corporations, dont des travailleurs de la fonction publique et des collectivités locales, ont marché pacifiquement pour revendiquer le changement et des réformes radicales, avant de se disperser dans le calme.

APS

PARTIS

Cinq partis politiques lancent un «Rassemblement pour une nouvelle République»

Cinq partis politiques ont lancé, hier à Alger, une initiative le «Rassemblement pour une nouvelle République», à travers laquelle «ils ont exprimé leur attachement à la poursuite du processus électoral et appelé à la dissolution du Parlement et son remplacement par une assemblée constituante».

Lors d'une conférence de presse, les représentants du Parti national algérien (PNA), du Parti national libre (PNL), du Front de la bonne gouvernance (FBG), du Front du militantisme national (FMN) et du Mouvement el-

Infitah ont annoncé la création du «Rassemblement pour une nouvelle République», une initiative en faveur du «respect de la volonté du peuple qui a revendiqué, lors des marches pacifiques, le respect de la Constitution et exprimé son attachement à la poursuite du processus électoral».

A travers cette initiative, ces cinq partis ont proposé «la dissolution des deux chambres du Parlement et son remplacement par une assemblée constituante qui supervisera la gestion de la période de transition et aura pour missions la formulation de la

nouvelle Constitution et l'élaboration de la nouvelle loi relative au régime électoral». Dans ce contexte, les partis ont salué les marches pacifiques populaires, organisées à travers le pays, depuis le 22 février, mettant en exergue «la conscience politique du peuple algérien». Ils ont exprimé, à cette occasion, «leur soutien à la volonté populaire aspirant au changement de manière à préserver l'intérêt suprême du pays et leur rejet de toutes tentatives d'ingérence étrangère dans les affaires internes du pays, quels que soient les circonstances et les motifs».

TLEMCCEN :

Enregistrement de plus de 203 heures de témoignages sur la Guerre de libération nationale

Plus de 203 heures de témoignages sur la glorieuse Guerre de libération dans la région historique V ont été enregistrées dans la wilaya de Tlemcen durant l'année 2018, a-t-on appris hier du directeur du Musée régional du moudjahid.

La collecte de ces témoignages vivants, au nombre de 393, s'est déroulée lors des visites effectuées dans la wilaya auprès des moudjahidine, invalides de la Guerre de libération nationale et autres acteurs du combat libérateur, a indiqué Houmat Yahia, en marge des festivités marquant la fête de la victoire (19 mars).

Les étudiants universitaires et chercheurs pourront exploiter ces témoignages dans leurs recherches et leurs thèses, a indiqué le responsable, ajoutant que "cela permettra d'enrichir les fonds documentaires et travaux sur cette période charnière de l'histoire nationale".

Par ailleurs, il a fait état de la récupération de 90 documents historiques remontant à l'époque coloniale, la collecte de 228 photos de moudjahidine et chouhada de la région, outre la récupération de 171 objets de l'époque constitués d'armes, de vêtements, de moyens de communication et autres équipements militaires dont des mines et des grenades.

Le directeur du musée a rappelé que des appels ont été lancés par le biais de la radio locale, pour encourager les citoyens à enrichir les fonds et collections du musée par des dons d'objets historiques. Ces derniers seront exposés au public après leurs inventaires et éventuelle restauration.

Le musée régional a procédé, depuis le début de l'année en cours, à l'ouverture de deux classes-pilotes au niveau de deux établissements scolaires de la wilaya en vue d'enseigner l'histoire de l'Algérie en utilisant l'outil numérique. Il est prévu de doubler le nombre de ces classes à l'avenir, a-t-on indiqué. Par ailleurs, 1.325 cartes d'accès gratuites au musée ont été distribuées l'année dernière. Ce qui permettra à leur détenteurs de participer aux manifestations, organisées par le Musée régional du moudjahid de Tlemcen, a-t-on expliqué.

Les informations attribuées à M. Lamamra à travers un faux compte Twitter sont "sans fondement" (MAE)

Les informations attribuées au vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, communiquées à travers un faux compte Twitter en son nom, sont "fausses" et "dénuées de tout fondement", a indiqué hier le porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

"Le ministère des Affaires étrangères tient à attirer l'attention sur le fait que les informations attribuées au vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, M. Ramtane Lamamra, communiquées à travers un faux compte Twitter en son nom, sont fausses, dénuées de tout fondement et relèvent de la pure manipulation", selon une déclaration du porte-parole du MAE, Abdelaziz Benali Cherif.

"M. Lamamra n'a communiqué à travers son vrai compte qu'au titre exclusif de sa mission au sein de l'Union africaine", a ajouté M. Benali Cherif, précisant que "le dernier tweet publié sur son compte remonte ainsi au 1er mars dernier à l'occasion de sa rencontre avec le secrétaire général des Nations unies, M. Antonio Guterres, avec lequel il a échangé sur les perspectives de renforcement du partenariat stratégique Union africaine-ONU".

Le porte-parole du MAE a souligné que le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères "n'a jamais communiqué à travers les réseaux sociaux (Facebook, Twitter ou autres) au titre de ses nouvelles responsabilités gouvernementales".

APS

ALGÉRIE-ITALIE

M. Lamamra rassure depuis Rome les partenaires internationaux de l'Algérie

Le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a eu un entretien, lundi à Rome, avec le président du Conseil des ministres italiens, Giuseppe Conte, durant lequel il a tenu à rassurer les partenaires internationaux de l'Algérie.

«J'ai été reçu longuement par le président du Conseil des ministres italiens, auquel j'ai remis un message écrit du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, entrant dans le cadre des consultations régulières entre nos deux pays fondées sur le Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération», a déclaré M. Lamamra à l'issue de l'entretien. Il a indiqué avoir échangé avec M. Conte sur «l'actualité de l'Italie par rapport à la construction européenne et sur l'actualité de l'Algérie qui intéresse nos amis italiens».

«Ceux qui observent de loin notre réalité, ont le sentiment qu'il se développe une situation potentiellement porteuse de risques», a-t-il dit, ajoutant que l'Algérie «connue pour être exportatrice de paix, de sécurité et de stabilité, rassure ses partenaires internationaux sur le fait que ce moment privilégié de notre histoire est un moment qui se passe en famille».

«Il n'y a pas de préoccupation particulière pour nos partenaires internationaux et en tant qu'Etat et peuple, nous sommes profondément attachés aux principes de non ingérence dans les affaires internes de notre pays», a-t-il mentionné.

«Nous rassurons nos partenaires et nous les invitons à continuer à deve-



lopper notre partenariat mutuellement avantageux et à faire le travail diplomatique normal d'informations mutuelles, mais prenons garde à ce que des forces occultes, des ONG et des individus développent des intentions d'ingérence et d'intervention dans nos affaires internes», a-t-il souligné, assurant que dans ces conditions, «c'est toute la nation algérienne qui, comme une seule personne, s'opposera à ce genre de velléités». M. Lamamra a noté, en outre, que l'Italie est un pays partenaire «important» pour l'Algérie, ajoutant avoir saisi cette opportunité pour «faire le point des relations bilatérales, d'autant plus qu'il a été relevé que depuis 8 mois, l'Algérie n'est pas

représentée à Rome par un ambassadeur et que cette situation sera rapidement corrigée», a-t-il affirmé.

Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères a indiqué, par ailleurs, que «l'Etat algérien accompagne tout naturellement ce moment important de l'histoire de notre pays à travers les initiatives que chacun connaît, à travers une grande écoute à l'égard de la jeunesse algérienne, qui exprime dans son style à elle et avec beaucoup de détermination et conviction, des aspirations, des exigences démocratiques, économiques et sociales».

«L'Etat algérien indique la voie du rassemblement de nos forces et la voie de la concertation, afin de ba-

tir, ensemble, la deuxième république que nous souhaitons tous réaliser comme cadre constitutionnel d'un nouveau système où la dignité de l'Algérienne et de l'Algérien sera pleinement respecté en toute circonstance», a-t-il soutenu. Pour M. Lamamra, cette dignité implique que «les aspirations soient satisfaites, que la jeunesse puisse voir ses exigences faire l'objet d'une mobilisation accrue de l'Etat algérien en termes de responsabilisation de cette jeunesse, de participation à la prise de décision, les jeunes devant être des artisans et des bénéficiaires essentiels de notre effort de développement comme de la vie politique de la nation».

M. BRAHIMI :

Pour un «dialogue structuré» afin de concrétiser le «changement souhaité»

L'ancien ministre des Affaires étrangères, Lakhdar Brahimi, a plaidé lundi à Alger pour un «dialogue structuré» afin de concrétiser le «changement souhaité» et revendiqué lors des dernières marches populaires, estimant que «continuer à se tourner le dos est porteur de périls graves» pour le pays.

«Il est indispensable et grand temps d'entrer dans un dialogue structuré afin que le changement souhaité ait lieu et que les dangers menaçant le pays soient évités. Continuer à se tourner le dos est porteur de périls graves pour le présent et pour l'avenir de notre pays», a indiqué M. Brahimi dans une déclaration de presse (lire l'intégrale sur www.aps.dz).

Evoquant ses rencontres avec «plusieurs compatriotes de toutes générations et de tous les horizons», M. Brahimi a estimé qu'il était «utile de s'arrêter pour faire le point» de ces rencontres et échanges qu'il a qualifiés de «francs, riches, courtois et constructifs». Après avoir rappelé ses passages successifs sur des chaînes de télévision et la radio nationale, l'ancien diplomate a indiqué avoir

rencontré dès son arrivée, l'ancien président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Said Saadi ainsi que l'ancien ministre des Affaires étrangères Abdelaziz Rahabi.

Auparavant, M. Brahimi a fait savoir qu'il avait rencontré l'écrivain-journaliste Kamel Daoud qu'il «admire pour son patriotisme», ainsi que «d'autres personnes liées, pour certaines d'entre elles, à l'élan populaire qui a été observé vendredi dernier dans nos villes et nos villages».

Toutefois, M. Brahimi a regretté que ces rencontres «soient relayées par une certaine presse», apportant par la même occasion un démenti quant à une rencontre avec la secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune «qui n'a pas eu lieu et dont il n'a jamais été question».

M. Brahimi a ajouté que «la presse a inventé beaucoup d'autres rencontres qui n'ont jamais eu lieu et dont il n'a jamais été question non plus», regrettant que «des conversations entre compatriotes de tous horizons deviennent un sujet de médisance et d'invectives pour certains». S'expri-

mant sur des pancartes hostiles à lui et à d'autres personnes, brandies lors des marches populaires, M. Brahimi a indiqué que «de nombreuses voix d'hommes et de femmes, de jeunes et de moins jeunes, se sont élevées au sein de la manifestation, à travers tout le pays, pour exiger que l'on s'engage dans le nécessaire dialogue».

Pour ce qui est de ses rencontres avec le Président Abdelaziz Bouteflika, l'ancien chef de la diplomatie algérienne a indiqué avoir «travaillé dans la proximité du Président Bouteflika pendant près de vingt ans», précisant que «nos conversations au cours de ces rencontres sont et demeureront du domaine du privé».

S'agissant des marches pacifiques organisées à travers le territoire national, il a indiqué avoir «admiré le civisme, la responsabilité et le plus souvent la bonne humeur qui ont caractérisé le comportement de mes compatriotes de toutes les générations et dans toutes les wilayas». Il a en outre salué le «professionnalisme admirable» des forces de sécurité et à «la confiance qui s'est vite établie entre elles et la

PRODUITS ALIMENTAIRES: La facture d'importation en baisse en janvier 2019

La facture globale des importations des produits alimentaires a connu une baisse de près de 14% en janvier 2019, tirée essentiellement par le sucre, le lait, les légumes secs et les céréales, a appris l'APS auprès des Douanes algériennes.



La facture globale d'importation du Groupe des produits alimentaires a atteint 733 millions de dollars (usd) en janvier 2019 contre 851 millions usd en janvier 2018, en baisse de 118 millions usd (-13,87%), précise le Centre national des transmissions et du système d'information des Douanes (Cnstd). Par catégories de produits, la facture d'importation des céréales-semoule-farine a reculé à 250,5 millions usd en janvier 2019 contre 265,6 millions usd en janvier 2018 (-5,7%).

Le lait et les produits laitiers ont été importés pour 130,03 millions usd contre 154,76 millions usd (-16%). Concernant les sucres et sucreries, ils ont été importés pour 61,07 millions usd contre 114,67 millions usd (-46,74%). Les légumes secs ont été importés

pour 47,5 millions usd contre 56,66 millions usd (-16,2%).

Par contre, les importations du café-thé ont augmenté à 33,74 millions usd contre 29,52 millions usd (+14,3%). Les importations des viandes ont également grimpé à 18,53 millions usd contre 6,7 millions usd (+178%). Ces six (6) principaux produits alimentaires ont ainsi été importés pour un montant de 541,35 millions usd contre 627,88 millions usd (-13,8%).

En plus de ces six (6) principaux produits, le reste des biens alimentaires ont été importés pour 191,65 millions usd contre 223,42 millions (-14,1%). Concernant les huiles destinées à l'industrie alimentaire (classées dans le Groupe des biens destinés au fonctionnement de l'outil de production), leurs impor-

tations ont connu une hausse en s'établissant à 63 millions usd en janvier 2019 contre 43 millions usd au même mois de 2018 (+46,6%).

Ainsi, la facture globale du Groupe des produits alimentaires et des huiles destinées à l'industrie alimentaire s'est chiffrée à 796 millions usd en janvier 2019 contre 894 millions usd en janvier 2018, en baisse de 98 millions usd (-11%).

Médicaments: chute des importations

Pour ce qui concerne les médicaments (classés dans le Groupe des biens de consommation non alimentaires), leur facture d'importation a enregistré une baisse notable en s'établissant à 59,93 millions usd en janvier 2019 contre 133,44 millions usd en janvier 2018, en baisse de 73,51 millions usd (-55,1%). Pour rap-

pel, de nouveaux mécanismes d'encadrement des importations de marchandises, dont des produits alimentaires (hors produits alimentaires stratégiques), avaient été mis en place dès le début de l'année 2018 dans le but de réduire le déficit financier de la production nationale.

Dans une première phase, il avait ainsi été décidé de la suspension provisoire d'importation de plus de 800 produits et l'instauration de mesures à caractère tarifaire prévues par les dispositions de la loi de finances pour 2018, à travers l'élargissement de la liste des marchandises soumises à la Taxe intérieure de consommation (TIC) au taux de 30% et le relèvement des droits de douane pour des produits alimentaires. Par la suite, cette suspension provisoire a été levée pour être remplacée par l'instauration du Droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS), prévu par la Loi de finances complémentaire 2018, qui est fixé entre 30% et 200% de la valeur de la marchandise importée. Son décret exécutif, promulgué en janvier 2019, a fixé la liste des marchandises concernées (1.095 produits) qui peuvent être importées mais qui sont soumises au DAPS.

TAMANRASSET : Adapter les textes régissant le commerce extérieur avec les spécificités des régions frontalières

Les participants à une journée d'étude sur «le Troc, hier et aujourd'hui», tenue hier à Tamanrasset dans le cadre de la manifestation commerciale et économique internationale de l'Assihar, ont plaidé pour l'adaptation des textes régissant le commerce extérieur avec les spécificités des régions frontalières pour promouvoir le troc.

Les participants, économistes et universitaires, ont mis l'accent sur l'importance de la révision des procédures organisationnelles dans la gestion du commerce extérieur, notamment celles liées à l'exportation, ainsi que l'implication des opérateurs économiques dans les concertations liées aux mécanismes de relance du commerce extérieur au niveau de la région du sahel africain. Ils ont également appelé à numériser les opérations

bancaires, à tirer profit de l'expérience de l'institution bancaire Essalem-Algérie et à développer l'E-commerce au niveau des entreprises économiques des pays du Sahel.

Les participants ont suggéré, en outre, l'organisation de journées parlementaires sur les mécanismes de développement du partenariat économique entre les pays du Sahel, la création d'un forum international de partenariat économique entre ces pays, ainsi que l'organisation de stages sur les modalités de reconversion des entreprises du commerce de troc en entreprises de partenariat économique.

Le programme de cette manifestation a prévu une série de communications, animées par des universitaires et des économistes, en présence de représentants des Chambres de com-

merce du Mali et du Niger, sur des thèmes liés aux «relations économiques dans le développement des régions frontalières», «la presse, un alternatif pour se mettre au diapason des mutations économiques au Sahel», «les mécanismes de soutien de l'investissement à travers le guichet unique de l'agence nationale de développement de l'investissement (ANDD)», «le rôle de l'Assihar dans la promotion des échanges commerciaux avec les pays voisins» et «les perspectives du commerce extérieur via Tamanrasset à destination de l'Afrique». L'assihar de Tamanrasset (10 au 20 mars) regroupe plus de 80 entreprises nationales aspirant à travers cette manifestation à trouver des marchés extérieurs pour le renforcement des échanges commerciaux entre l'Algérie et les pays voisins.

COMMERCE: Un jumelage algéro-britannique réussi dans la protection du consommateur

Un jumelage algéro-britannique sur un «appui institutionnel au dispositif de collecte, d'analyse et de promotion de l'information pour la protection des consommateurs (Trices)», clôturé hier à Alger, a donné des résultats «satisfaisants». D'une durée de 27 mois et d'un budget de 1,2 millions d'euros, ce projet mis en place dans le cadre du Programme d'appui à la mise en œuvre de l'Accord d'association Algérie-Union européenne (P3A), a concerné les cadres du ministère du Commerce (administration centrale et services extérieurs), et ceux d'autres institutions algériennes partenaires. Ainsi, ce jumelage institutionnel avait pour objectifs la mise en place et la pérennisation des mécanismes d'information et de protection des consommateurs en Algérie et le renforcement du dispositif institutionnel de collecte, d'analyse et de promotion de l'information en faveur de la protection des consommateurs.

Pour se faire, il a été constitué au sein du ministère du Commerce «un noyau dur» de formation de formateurs, outre la création d'un centre d'appels pour les réclamations des consommateurs et la promotion du droit des femmes et des personnes vulnérables dans les politiques de consommation.

Il est attendu comme résultats de ce jumelage le renforcement aux niveaux central et territorial des capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques du ministère du Commerce.

Il est également question de renforcer les capacités des structures intervenant dans l'information, la sensibilisation et l'éducation des consommateurs (Trices), ainsi que le renforcement de la capacité des partenaires du ministère du Commerce à collecter et à exploiter des informations sur la consommation.

Lors de la cérémonie de clôture du jumelage, les responsables des parties prenantes ont relevé que les résultats «satisfaisants» enregistrés incitaient un prolongement du projet jusqu'en avril en vue de le peaufiner.

Mise en place d'un baromètre des requêtes des consommateurs

Au total, 378 Algériens ont bénéficié de ces formations dont 56% de femmes (212) et 44% d'hommes (166), compte non tenu des quatre ateliers décentralisés organisés à Blida, Tlemcen, Sétif et Ghardaïa, avec 151 personnes. Le jumelage avait nécessité 142 missions, déployées au 23 avril 2019, ayant abouti à la rédaction de 70 rapports de missions individuels ou conjoints, ont précisé les organisateurs de la rencontre, ajoutant que 2.842 Algériens auraient ainsi bénéficié de l'apport de ce jumelage institutionnel.

A noter aussi que, dans son cadre, les bénéficiaires ont pu avoir 430 journées d'expertise et de formation en Algérie, alors que 28 cadres et agents ont bénéficié de voyages d'études notamment au Royaume-Uni. Les résultats du projet présentés lors de la clôture font état de la création d'un baromètre des requêtes des consommateurs et l'élaboration d'un corpus pédagogique à destination des stagiaires et apprentis de la formation professionnelle.

Il s'agit aussi de la modernisation des politiques publiques de la protection du consommateur, en s'appuyant sur un «plan stratégique novateur et participatif», et l'identification de pistes de réflexion pour l'introduction en Algérie d'études et d'essais comparatifs, ainsi que d'un système de notation des établissements de restauration ouvert au public.

Présent à cette cérémonie, le directeur général du commerce extérieur au ministère du Commerce, M. Khaled Bouchlaghem, a indiqué que ce jumelage, initié au profit de la direction de la qualité et de la consommation, a été attribué au Royaume-Uni, alors que sa mise en œuvre a été confiée à l'Organisme de coopération internationale du Gouvernement d'Irlande du Nord (NICCO). «Les missions dévouées au ministère du Commerce en matière de protection des consommateurs sont importantes, notamment en ce qui concerne la préservation de la santé et de la sécurité des consommateurs des produits mis à consommation», a déclaré M. Bouchlaghem à l'ouverture de la rencontre. Il a, à ce propos, rappelé le renforcement et le développement du dispositif juridique à travers notamment la modification de la loi n°09-03 relative à la protection du consommateur et la répression des fraudes en 2018, à l'effet d'y introduire le droit de rétractation et d'encadrer le service après-vente.

Pour sa part, l'ambassadeur du Royaume Uni en Algérie a souligné que la protection du consommateur joue un rôle «très important» dans n'importe quel pays, notamment dans un processus de diversification économique et développement technique et technologique. Il s'est également dit ravi et satisfait de cette coopération entre l'Algérie et son pays et des résultats qui en ont été produits. Pour rappel, dans le cadre du P3A, un jumelage institutionnel consiste en un instrument de coopération entre un service public d'un pays partenaire et l'institution équivalente dans un Etat membre de l'UE permettant ainsi de moderniser les lois, les réglementations et l'organisation des administrations du bénéficiaire. Les autres instruments entrant dans le cadre du P3A sont l'Assistance technique et l'échange d'informations (TAIEX), le Programme d'aide à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion (SIGMA), les actions ponctuelles, ainsi que le soutien au partenariat, à la réforme et à la croissance inclusive (SPRING).

PÉTROLE:

Le panier de l'Opep à près de 67 dollars le baril

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a reculé lundi à 66,87 dollars le baril, contre 66,91 dollars la veille (vendredi), a indiqué l'Organisation pétrolière hier sur son site web.

Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Lundi, les cours de l'or noir ont terminé en hausse alors que le ministre saoudien de l'Energie a promis que l'Opep continuerait de surveiller l'état des réserves mondiales, malgré le report d'une réunion décisionnaire de l'Organisation. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a terminé à 67,54 dollars à Londres, en hausse de 38 cents par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour le contrat d'avril a gagné 57 cents à 59,09 dollars. Le comité ministériel de suivi Opep et non-Opep (JMMC) qui a tenu à Bakou (Azerbaïdjan) sa treizième réunion, a recommandé d'annuler la prochaine réunion des ministres de l'Opep et d'attendre la réunion de juin au cours de laquelle une décision sera prise sur l'objectif de production pour la deuxième moitié de 2019.

«Les fondamentaux du marché ne changeront probablement pas dans les deux prochains mois», a indiqué le JMMC pour expliquer cette décision. Lors de l'ouverture de cette rencontre, le ministre saoudien de l'Energie, Khaled al-Faleh, a déclaré «Les fondamentaux du marché s'améliorent lentement. Il a toutefois souligné que «beaucoup de travail doit encore être fait» pour atteindre les objectifs fixés. Pointant du doigt un surplus de l'offre et de faibles investissements dans le secteur pétrolier, Al-Falih a indiqué qu'il était «plus important que jamais de continuer à coopérer».

«Nous devons agir pour éviter qu'un surplus de l'offre ne se forme dans les semaines et mois à venir» dans les réserves de pétrole des Etats-Unis et de l'OCDE, a assuré le ministre saoudien après la réunion de Bakou.

La prochaine réunion du JMMC devrait avoir lieu en mai 2019 à Djeddah (Arabie saoudite).

SRI LANKA:

Un financement étranger de 3,85 mds de dollars pour une raffinerie

Le Sri Lanka a dévoilé hier un financement étranger de 3,85 milliards de dollars pour la construction d'une raffinerie de pétrole, plus important investissement étranger dans l'île d'Asie du Sud. Les autorités sri-lankaises ont indiqué que cette infrastructure de raffinage et stockage serait financée à 30% par le ministère du Pétrole et du gaz de sultanat d'Oman et, pour le reste, par Silver Park International, société à capitaux majoritairement indiens, enregistrée à Singapour.

Le complexe pétrochimique, dont la construction débutera d'ici ce week-end, devrait être complètement opérationnel d'ici quatre ans et produire 200.000 barils par jour à terme, ont-elles rapporté.

«C'est le plus gros investissement étranger d'un seul coup» dans l'histoire du Sri Lanka, a déclaré à la presse le vice-ministre pour le Commerce international, Nalin Bandara.

Il représente plus du double du deuxième plus gros projet étranger au Sri Lanka d'un montant de 1,4 milliard de dollars, s'agissant de la construction par un groupe chinois d'une «cité portuaire» sur des terres gagnées sur la mer à proximité du port de Colombo. La raffinerie sera située à proximité du port de Hambantota (sud), passé de façon controversée sous contrôle d'une entreprise chinoise pour 99 ans. Ce renforcement de la présence chinoise dans l'océan Indien inquiète notamment New Delhi. Pour M. Bandara, la construction de la raffinerie montre que le passage du port sous contrôle chinois, en échange d'une remise de dette du Sri Lanka, n'a pas fait fuir les investisseurs étrangers pour autant.

RESSOURCES EN EAU:

3 personnes sur dix n'avaient pas en 2015 accès à des services d'eau potable dans le monde

Trois personnes sur dix n'avaient pas en 2015 accès à des services d'eau potable dans le monde, a indiqué hier un rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, publié par l'Unesco à Paris.

Le rapport qui souligne que l'accès à l'eau et à l'assainissement est désormais un droit humain, fait observer que malgré d'importants progrès enregistrés au cours des quinze dernières années, cet objectif reste «hors d'atteinte» pour une bonne partie de la population mondiale, soutenant qu'en 2015, trois personnes sur dix (2,1 milliards) n'avaient pas accès à des services d'eau potable gérés en toute sécurité et 4,5 milliards de personnes, soit six sur dix, étaient privées d'installations sanitaires gérées de manière sûre.

Le document, qui analyse les ressorts de cette exclusion et explore les moyens de réduire les inégalités, est présenté mardi à Genève (Suisse) pendant la 40e session du Conseil des droits de l'homme, en amont de la Journée mondiale de l'eau (22 mars).

«L'accès à l'eau est un droit humain vital pour la dignité de chaque être humain. Pourtant, des milliards de personnes en sont toujours privées».

La nouvelle édition du Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau montre qu'il est possible de faire en sorte que ce droit devienne une réalité, à condition qu'il existe une volonté collective d'aller de l'avant et que des efforts soient consentis pour inclure ceux qui sont «laissés pour compte» dans les processus de décision», a déclaré la Directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay.

Pour sa part, le président d'ONU-Eau et président du Fonds international de développement agricole (FIDA), Gilbert Houngbo, a noté que le rapport souligne que «si la dégradation de l'environnement naturel et les pressions insoutenables sur les ressources mondiales en eau se poursuivent, 45 % du



PIB mondial et 40 % de la production céréalière mondiale seront en danger d'ici à 2050», mettant en relief que les populations pauvres et marginalisées seront affectées de «manière disproportionnée», ce qui «aggravera encore les inégalités». Les chiffres donnés par le rapport montrent qu'à l'échelle de la planète, c'est en Afrique que se trouve la moitié des personnes qui boivent une eau provenant de sources non protégées. En Afrique subsaharienne, seulement 24 % de la population a accès à une source sûre d'eau potable et les installations sanitaires de base (non partagées avec d'autres foyers) sont réservées à 28 % de la population, a-t-on ajouté.

En ville, les populations défavorisées vivant dans des habitations précaires qui ne sont pas reliées à l'eau courante paient souvent, selon le document onusien, l'eau plus cher (10 à 20 fois plus que leurs voisins des quartiers riches) pour un service égal ou de moindre qualité assuré par des vendeurs d'eau ou des camions citernes.

Il précise que près de la moitié des personnes qui boivent une eau issue de sources non protégées vivent en Afrique sub-saharienne où ce sont essentiellement les femmes et les filles qui supportent l'essentiel de la charge liée à la collecte de l'eau, à laquelle elles consacrent plus de 30 minutes par jour au détriment de leur éducation.

Par ailleurs, l'accès à l'eau et aux installations sanitaires est un défi pour les réfugiés et personnes déplacées de force, relèvent les auteurs du document, indiquant qu'en 2017, les conflits et les persécutions ont poussé 68,5 millions de personnes sur les routes.

«A ce chiffre s'ajoute une moyenne de 25,3 millions de personnes forcées de migrer chaque année en raison de catastrophes naturelles, un chiffre qui a doublé depuis le début des années 1970 et qui est susceptible d'augmenter encore dans les années qui viennent sous l'effet du changement climatique», a-t-on ajouté, constatant une hausse significative dans le monde des conflits liés à l'eau.

ETATS-UNIS:

L'économie sur un rythme de 3% de croissance d'ici 2030

L'économie américaine devrait croître de 3,2% cette année et poursuivre au rythme de 3% au cours des dix prochaines années, affirment les conseillers économiques de la Maison-Blanche dans leur rapport annuel publié hier.

Ces projections sont très supérieures à celles d'autres institutions comme la Fed (2,3% pour 2019) ou le FMI (2,5%). Mais l'administration Trump estime que vu la cadence d'expansion de l'année dernière, elle représente «le seul gouvernement» américain «à avoir dépassé (ses) prévisions», a indiqué un responsable du CEA (Council of Economic Advisors).

La Maison-Blanche affirme avoir atteint une croissance de 3,1% en 2018, en glissement du 4e trimestre 2017 au 4e trimestre 2018, un niveau supérieur à sa promesse d'atteindre 3%.

Le département du Commerce, qui calcule la croissance du PIB sur l'ensemble de l'année, juge que l'expansion a été de 2,9% en

2018. Pour 2020, le rapport des conseillers économiques de la Maison-Blanche s'attend néanmoins à «une légère modération de la croissance» mais ne craint pas une récession comme certains économistes.

«Cela serait très inhabituel vu le volume massif de capacités de production qui a été mis en avant», a déclaré Kevin Hassett, président du CEA lors d'une conférence téléphonique.

«Nous pensons que nous ne sommes pas du tout sous l'effet énergisant du sucre», a-t-il ajouté faisant référence au stimulus apporté par les réductions d'impôts, notamment aux entreprises.

«Nous avons réduit les impôts pour encourager les gens à construire des usines (...) Cette année nous allons recueillir les fruits de la production de ces usines».

Je pense donc qu'il y a une large place pour l'optimisme», a ajouté M. Hassett.

Il s'est félicité de la

baisse du taux de chômage à 3,8% le mois dernier qui devrait remonter au taux «naturel de 4,2%» en 2029.

Selon lui, les créations d'emplois (2,7 millions en 2018) attirent désormais des candidats qui ne faisaient pas partie de la population participant au marché du travail, ce qui est de bon augure et a fait

grimper le taux de participation à l'emploi de 62,8% en 2016 à 62,9% en 2019.

«C'est un rapport qu'il faut lire (...) le travail d'une équipe d'économistes brillante, passionnée et non-partisane», a tweeté Ivanka Trump, la fille et conseillère du président, après la publication de ce rapport annuel.

TOKYO:

La Bourse finit en léger repli, en attendant la FED

La Bourse de Tokyo a fini en petite baisse hier, marquant une pause après deux séances positives, dans un climat attentiste avant une réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed).

A l'issue des échanges, le Nikkei des 225 valeurs vedettes a cédé 0,08% (-17,65 points) à 21.566,85 points, et l'indice élargi Topix de tous les titres du premier tableau a reculé de 0,21% (-3,45 points) à 1.610,23 points.

Du côté des devises, le dollar reflétait à 111,20 yens, contre 111,55 yens lundi à la fermeture de la place tokyoïte, tandis que l'euro fléchissait à 126,22 yens, contre 126,47 yens, des mouvements défavorables à l'achat de titres de groupes exportateurs japonais.

REVUE À LA BAISSÉ DES DÉPENSES MILITAIRES : Merkel ignore des critiques américaines

La chancelière allemande Angela Merkel a réitéré hier la priorité du développement sur l'armement pour l'Allemagne, en affirmant qu'elle ne sacrifierait guère le budget consacré au développement pour augmenter celui des dépenses militaires, ignorant ainsi totalement des critiques américaines sur son budget défense.

«Nous allons poursuivre notre effort (en matière de dépense militaire) mais pas si ça en coûte à l'aide au développement», a-t-elle dit lors du forum «Global Solutions» à Berlin.

«Que le président américain juge cela insuffisant (les montants alloués à la défense allemande, NDLR), je peux le comprendre. Beaucoup de partenaires européens jugent aussi cela insuffisant», a-t-elle ajouté.

Un peu plus tôt, l'ambassadeur américain à Berlin, Richard Grenell, avait jugé «inquiétant» que le gouvernement allemand travaille à revoir à la baisse le niveau «déjà inacceptable» de ses dépenses militaires.

Berlin, comme tous les membres européens de l'Otan, a promis en 2014 de se rapprocher le plus possible en dix ans d'un budget de défense représentant 2% du PIB.

L'Allemagne s'est fixé un objectif de 1,5% en 2025.

Or cette part va passer de 1,37% en 2020 à 1,25% en 2023 (1,29% en 2022), selon la planification budgétaire 2019-2023. L'Allemagne argumente depuis longtemps que l'aide au développement est un facteur important pour assurer la sécurité et la stabilité à l'international, et que les dépenses militaires ne doivent pas être les



seules à être prises en compte. Mais l'impatience du président américain Donald Trump sur le sujet a nourri les craintes d'une réduction de l'engagement américain au sein de l'Otan.

La classe politique allemande s'est emportée mardi contre les critiques américaines du jour, Carsten Schneider, un responsable social-démocrate membre de la coalition de Mme Merkel, qualifiant l'ambassadeur Grenell de «nauffrage diplomatique», selon l'agence dpa. Les Etats-

Unis ont dépensé en 2018 près de 650 milliards de dollars en matière de défense, contre 250 milliards pour tous les pays européens de l'Otan, selon une étude publiée en février par l'Institut international d'études stratégiques (IISS, International Institute for Strategic Studies).

L'augmentation du budget américain de 2017 à 2018 - environ 45 milliards de dollars - représente presque l'équivalent du budget total de défense de l'Allemagne, selon la même source.

GUINÉE: Plus de 2,2 milliards de dollars investis dans les infrastructures routières

Plus de 2,2 milliards de dollars ont été investis par le gouvernement guinéen, au cours de ces huit dernières en vue de la construction et la rénovation d'infrastructures routières à travers tout le pays, a affirmé le ministre des Travaux publics guinéen Moustapha Naité.

Cet investissement important dans la construction ou la réhabilitation des routes a permis au gouvernement de réaliser plus de 1.136 kilomètres de routes nationales en bitume et de réhabiliter plus de 2.366 kilomètres de routes tous types confondus, ainsi que de bitumer plus de 540 kilomètres de voiries urbaines à Conakry et dans certaines grandes villes du pays, a précisé M. Naité lors d'une conférence de presse.

Parlant des statistiques récentes, le ministre a révélé que sur plus de 2.300 km de routes nationales dont dispose le pays, plus de 80% étaient dans un état de dégradation avancée. En guise d'exemple, M. Naité a cité les grands travaux routiers entamés par le gouvernement depuis 2011 afin de permettre aux populations dans les zones urbaines et rurales de la Guinée de circuler plus facilement et en toute sécurité avec leurs biens. Par ailleurs, selon lui, plus de 5.200 km de routes préfectorales et communales ont été réalisées ainsi qu'environ 2.600 mètres linéaires (ml) de ponts sur les routes, 3.215 ml d'ouvrages de franchissement et 158 unités de dalots.

Contrairement aux autres pays de la sous-région, la Guinée ne dispose pas de chemin de fer ou d'autres moyens de déplacement en dehors des routes qui, à elles seules, assurent plus de 90% du trafic à l'intérieur du pays, entre les centres urbains et les zones plus éloignées. Et c'est à cause de cette réalité que les routes constituent un facteur important et même incontournable dans le processus de développement socioéconomique de la Guinée, qui dispose d'un port maritime opérationnel.

SUISSE: Un excédent commercial de 1,7 milliard d'euros en février

L'Administration fédérale des douanes (AFD) suisse, a annoncé hier que l'économie helvétique a bouclé le mois de février sur un excédent commercial de 2 milliards de francs suisses (1,7 milliard d'euros), et ce grâce aux exportations dans les domaines de la chimie et de la pharmacie. Sur le mois écoulé, les exportations ont grimpé de 2,3% en valeur nominale, à 19,3 milliards de francs suisses, les importations reculant en revanche de 1,2%, à 17,3 milliards, ont quantifié les douanes dans un communiqué.

La chimie et la pharmacie, le secteur qui pèse le plus lourd dans la balance commerciale de la Suisse, a vu ses exportations grimper de 3,9%, sous l'impulsion des médicaments, en hausse de 7,1%. Les ventes horlogères à l'étranger ont également progressé, le secteur des machines et de l'électronique, autre pan important de l'économie helvétique, ayant par contre stagné. Les exportations de la Suisse sont orientées à la hausse depuis octobre, malgré une inflexion en décembre. En février, elles se sont accrues de 8,2% vers l'Amérique du Nord, de 1,8% vers l'Europe mais se sont contractées de -1,8% vers l'Asie, sous l'effet d'un fléchissement des échanges avec Singapour, le Japon et la Chine.

Dans le détail, les exportations vers l'Europe, son premier partenaire commercial, ont connu une évolution contrastée.

Si elles ont bondi vers l'Espagne, elles n'ont par contre progressé que de 0,2% vers l'Allemagne, son plus gros débouché, et ont reculé de 1,6% vers la France et de 5,1% vers l'Italie, ses deux autres plus grands marchés en Europe.

Bien que les exportations en février aient bien résisté, le ministère suisse de l'Économie craint qu'elles ralentissent tandis que l'économie mondiale perd plus d'élan que prévu, notamment en Europe où les perspectives se sont assombries. La semaine dernière, il a ainsi abaissé sa prévision de croissance pour 2019, et table ne désormais plus que sur une progression du Produit intérieur brut de 1,1% contre 1,5% auparavant.

APR

ROUTES DE LA SOIE: La France ne signera pas d'accord-cadre avec la Chine

Contrairement à l'Italie, la France ne compte pas signer avec la Chine un accord-cadre pour participer aux méga-projets d'infrastructures des «Nouvelles routes de la soie», à l'occasion de la visite lundi du président Xi Jinping, a indiqué hier l'Elysée.

Les pays européens doivent se coordonner vis-à-vis de la Chine, a répété Paris, inquiet que faute de coordination «certains pays signent (avec la Chine) des engagements allant trop loin».

L'Italie a annoncé la semaine dernière qu'elle comptait signer avec la Chine un protocole d'ac-

cord sur les «nouvelles routes de la soie», à l'occasion de la visite de Xi Jinping, attendu le 20 mars à Rome.

Pour l'Italie, «nous allons regarder ce qu'il en est exactement, mais la France ne prévoit pas de suivre la même approche, pour éviter une forme de division européenne mal venue», a ajouté la présidente française, qui dit privilégier les «projets concrets» avec Pékin.

Les «nouvelles routes de la soie» sont un vaste programme d'infrastructures lancé en 2013 par le président Xi Jinping.

Ce projet colossal prévoit la construction de

routes, ports, lignes de chemins de fer et parcs industriels pour plus de 1.000 milliards de dollars en Asie, Europe et Afrique.

La stratégie européenne vis-à-vis de la Chine fera d'ailleurs l'objet d'une «discussion politique informelle» entre les dirigeants des pays membres de l'UE jeudi et vendredi à Bruxelles, a précisé l'Elysée, avant la tenue en avril d'un sommet UE-Chine puis d'un sommet des routes de la soie à Pékin.

L'Europe devrait débattre jeudi de sujets comme la présence du groupe Huawei dans ses réseaux télécoms 5G, «un exemple

de la nécessité d'une coordination européenne», selon Paris.

Les Américains ont exclu la firme chinoise qu'ils soupçonnent de collaborer avec les services chinois de renseignements et mettent la pression sur l'Allemagne, qui vient de lancer des enchères pour sa future 5G sans bannir Huawei.

Le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général américain Curtis Scaparrotti, a affirmé que les forces de l'Otan cesseraient de communiquer avec leurs collègues allemands si Berlin s'associait avec des groupes comme Huawei.

ZONE EURO: Excédent de 1,5 milliard d'euros du commerce international de biens en janvier 2019

Les exportations de biens de la zone euro vers le reste du monde se sont établies à 183,4 milliards d'euros en janvier 2019, en hausse de 2,5% par rapport à janvier 2018 (179,0 mrd).

Les importations depuis le reste du monde ont quant à elles été de 181,8 mrd d'euros, en hausse de 3,4% par rapport à janvier 2018 (175,9 mrd), selon les premières estimations publiées lundi par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne.

En conséquence, la zone euro a enregistré en janvier 2019 un excédent de 1,5 mrd d'euros de son commerce international de biens avec le reste du monde, contre +3,1 mrd en janvier 2018. Le commerce intra-



zone euro s'est établi à 164,6 mrd d'euros en janvier 2019, soit +2,4% par rapport à janvier 2018. Selon les

premières estimations, les exportations de biens extra-UE28 se sont établies à 153,6 mrd d'euros en janvier 2019, en hausse de 2,1% par rapport à janvier 2018 (150,4 mrd).

Les importations depuis le reste du monde ont quant à elles été de 178,5 mrd d'euros, en hausse de 3,9% par rapport à janvier 2018 (171,8 mrd).

En conséquence, l'UE28 a enregistré en janvier 2019 un déficit de 24,9 mrd d'euros de son commerce international de biens avec le reste du monde, contre -21,4 mrd en janvier 2018. Le commerce intra-UE28 s'est élevé à 207,9 mrd d'euros en janvier 2019, soit +2,3% par rapport à janvier 2018.

RELIZANE: Raccordement de 920 foyers au réseau du gaz naturel à Yellel



Quelque 920 foyers de la nouvelle cité «Houari Boumediene» dans la commune de Yellel (Relizane) ont été raccordés lundi au réseau de gaz naturel. Cette opération, présidée par le wali de Relizane, Nacéra Brahimi, à l'occasion de la célébration de la fête de la victoire, s'inscrit dans le cadre du programme de wilaya de l'année 2018.

Le directeur de wilaya de l'énergie, Belaid Akrouf a indiqué que cette opération d'un coût de plus de 25 millions DA, a porté sur la réalisation d'un réseau de distribution sur 5,1 kilomètres.

Le taux de raccordement au réseau de distribution du gaz naturel dans la wilaya de Relizane actuellement à 57 % atteindra 65 % d'ici la fin d'année en cours.

OUM EL-BOUAGHI: Vers l'extension des activités aquacoles



Des efforts sont déployés dans la wilaya d'Oum El Bouaghi pour étendre l'activité aquacole et augmenter le nombre de bénéficiaires du soutien de l'Etat pour le développement de cette filière, a indiqué lundi le responsable du service Organisation de la production et de soutien technique à la Direction locale des services agricoles (DSA). Un programme a été élaboré par la Direction des services agricoles pour augmenter le nombre de bénéficiaires des modalités de soutien pour l'ensemencement alevins et «sera mis en œuvre à partir du mois d'avril prochain», a précisé à l'APS Samir Messaïli.

Il a révélé, à ce propos, que l'expérience menée en juin 2018 portant sur l'ensemencement, dans une première étape, de 3000 alevins de carpe dans des bassins aquacoles des communes d'Ain Beida, Ain M'illa et de Ain Babouche «a donné des résultats probants» dans cette filière.

Affichant l'objectif de développer l'aquaculture, le programme de la DSA inclut l'étude de la possibilité d'ensemencement d'autres bassins et retenues collinaires de la wilaya d'Oum El Bouaghi, à l'exemple des retenues collinaires des communes de Meskiana et El Riha, selon la même source.

Ce programme prévoit également la tenue d'une session de formation au profit des futurs promoteurs dans cette filière visant le transfert de savoir-faire sur les techniques d'élevage et l'exploitation des eaux des bassins aquacole dans l'irrigation agricole, a-t-on indiqué.

MOSTAGANEM: Plaidoyer pour la création de microentreprises d'exploitation de produits forestiers hors bois

Les participants à un atelier technique sur le développement de l'exploitation des produits forestiers hors bois, organisé lundi à Mostaganem, ont plaidé pour la création de micro-entreprises de jeunes dans ce domaine.

La sous-directrice des domaines forestiers et écosystème à la Direction générale des forêts, Achour Farida a indiqué que le projet de développement des micro-entreprises pour l'exploitation des produits forestiers hors du bois s'étalant de 2018 à 2020 concerne quatre wilayas pilotes que sont Mostaganem, Blida, Khenchela et Constantine en vue de la promotion et de la valorisation des produits forestiers en collaboration avec des experts de l'organisation de l'alimentation des nations unies (FAO), qui prend en charge l'accompagnement technique.

Le patrimoine forestier dans la wilaya de Mostaganem est riche, notamment pour ce qui est du caroube, romarin et pin nécessitant de développer ces produits et de les exploiter dans les domaines alimentaire et pharmaceutique par des micro-entreprises dans le cadre de l'économie forestière, a-t-elle souligné. Le président du conseil interprofessionnel des plantes médicinales et aromatiques de la wilaya de Mostaganem, Chahed Abdelkader a déclaré que cet atelier vise à contribuer à l'orientation des jeunes et leur accompagner dans la gestion et la valorisation des plantes médicinales et aromatiques dont le romarin, le caroube, le pin et autres aidant à la création de micro entreprises et de l'emploi en milieu forestier. Cet atelier aborde le transfert de l'expérience de



cueillette, séchage, distillation, stockage et commercialisation de ces produits et leur exploitation par des riverains des forêts, notamment les femmes, a-t-il déclaré.

Au passage, M. sChahed a mis en garde contre l'utilisation anarchique et nuisible de certaines plantes médicinales dans le traitement traditionnel qui ignorent leurs vertus thérapeutiques et leurs répercussions sur la santé, insistant sur le recours aux experts en la matière.

Cet atelier technique a donné lieu à des communications abondant, entre autres, le projet de développement des micro-entreprises dans le domaine des produits forestiers hors bois, les sites pilotes de ces produits dans la

wilaya de Mostaganem, la valorisation des produits de la forêt dans le domaine alimentaire, la promotion de l'utilisation des plantes médicinales et aromatiques et le rôle de dispositifs de financement de tels projets.

Des visites sont programmées, de mardi à jeudi prochains, à huit sites pilotes pour valoriser le caroube, le pin et le romarin dans les communes de Mesra, Ain Sidi Cherif, Sfasaf, Sidi Belattar, Ouled Maallah, Achaaacha, Nekmaria et Sidi Lakhdar.

Cet atelier technique, organisé par la Direction générale des forêts et la FAO, enregistre la participation de cadres du secteur des forêts et des dispositifs d'emploi, des universitaires, des étudiants et des jeunes.

KHENCHELA: Plus de 540 millions DA pour l'aménagement des établissements et cantines scolaires

Une enveloppe financière de 542 millions de dinars a été allouée pour le réaménagement de plusieurs établissements et cantines scolaires à travers les 21 communes de la wilaya de Khenchela, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Financés par la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, ces projets portent sur le réaménagement des écoles primaires à travers les travaux de réfection de la peinture, le renouvellement des différents réseaux et la réhabilitation des cantines scolaires, selon la même source. Les services de la wilaya ont, dans ce contexte, fait état du lancement «imminent» des travaux de réalisation de trois cantines scolaires centrales pour un



budget d'environ 140 millions de dinars.

Celles-ci devront assurer des repas chauds aux écoles primaires des grands secteurs urbains ne disposant pas de cantines.

Par ailleurs, une autre enveloppe de 31,5 millions de dinars a été consacrée aux projets d'extension de plusieurs écoles primaires

de la wilaya dans le but de mettre fin au problème de surcharge des classes et d'améliorer les conditions de scolarisation des enfants dès la rentrée 2019-2020, a-t-on noté. Des représentants du Centre national d'études et d'analyses pour la population et le développement relevant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités

locales et de l'Aménagement du territoire ont animé, lundi, une journée d'étude au siège de la wilaya de Khenchela en direction des secrétaires généraux des communes avec comme ordre du jour l'explication détaillée de l'étude consacrée à la création de l'Office national des œuvres scolaires.

Selon les services de la wilaya, cette rencontre a permis de discuter de plusieurs points dont le plus important est le transfert de la gestion des écoles primaires des communes à l'Office national des œuvres scolaires qui se chargera, à l'avenir, des questions du transport, de la restauration, de l'entretien et de la réfection des écoles primaires à travers l'ensemble des communes.

SKIKDA: Distribution en juillet prochain de plus de 4.000 logements AADL et LPL

Pas moins de 4.300 logements de types location-vente et publics locatifs seront distribués en juillet prochain au nouveau pôle urbain Bouzaaroura dans la commune de Filfila (Skikda), a indiqué le wali Hadjri Derfouf.

Le même responsable a assuré

lundi aux représentants des bénéficiaires, lors d'une inspection de ces projets, que «la majorité de ces logements sera réceptionnée et distribuée à partir du début du second semestre de l'année en cours».

Il a également précisé qu'il s'agira de 2.800 unités location-vente de

l'AADL et 1.500 unités LPL soulignant que les bénéficiaires des logements publics locatifs seront les habitants du vieux Skikda notamment des 101 immeubles classés «rouges» par les services techniques et de la cité El Arâisse à Filfila.

TRIBUNAL CRIMINEL D'OUARGLA: La peine capitale prononcée dans une affaire d'homicide volontaire

Des sentences, dont une condamnation à la peine capitale, ont été prononcées lundi par le tribunal criminel près la Cour d'Ouargla, dans une affaire d'homicide volontaire.

L.Kh (31 ans) a été condamné à la peine capitale, assortie d'une amende d'un (1) million de dinars, pour homicide volontaire, tandis que son acolyte D.H (28 ans) a été condamné à trois ans de prison ferme, assortie d'une amende similaire, pour dissimulation de traces de crime.

Dans la même affaire, une peine d'une année de prison avec sursis, assortie d'une amende de 50.000 DA, a été prononcée à l'encontre du nommé R.S (33 ans) pour non-dénonciation de crime, alors que les individus répondant aux initiales de F.A (30 ans) et N.S (39 ans) ont été acquittés.

L'affaire remonte, selon l'arrêt de renvoi, au mois de décembre 2017 lorsque la victime (B.A) qui était en compagnie d'un groupe d'amis lors d'une soirée arrosée dans le quartier de Lechoual, commune de Rouissat (Ouargla), avait eu une altercation avec trois individus arrivés à bord d'un véhicule, dont D.H



et L.kh. Altercation qui avait dégénéré en coups de couteau assés à la victime qui a succombé suite à une grave hémorragie.

D'après l'enquête diligentée, l'auteur du crime a reçu le couteau de la part de D.H qui l'a ensuite dissimulé, alors que les compagnons de la victime n'ont

pas apporté assistance à temps à cette dernière. Le ministère public a requis, au regard de la gravité des faits reprochés, la peine capitale à l'encontre des nommés L.Kh et D.H, et cinq ans de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 DA à l'encontre de chacun des autres mis en cause.

BORDJ BOU-ARRERIDJ: Ouverture d'une enquête épidémiologique sur des cas de rougeole

Une enquête épidémiologique sur les cas de rougeole signalés dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj a été lancée par la direction locale de la santé et de la population (DSP), a affirmé lundi le directeur du secteur.

Depuis début février 2019, une centaine de cas de rougeole ont été signalés et pris en charge dans cette wilaya qui a enregistré 5 décès parmi les nourrissons, a indiqué M. AbdAllah Kaci, précisant que des mesures préventives avaient été prises à travers l'intensification des vaccins ciblant plus de 1.729 vaccinés durant



cette période et la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires dans toutes les communes de la wilaya pour juguler la propagation de cette

même responsable qui a mis l'accent sur l'importance de signaler «en temps réel» d'éventuels cas de rougeole suspectés à travers les différents établissements de santé. Selon les résultats de l'enquête préliminaire, «les cas les plus touchés par la rougeole concerne les nourrissons de plus de 12 mois», a ajouté le même responsable qui a insisté sur l'importance de respecter le calendrier national de vaccination établi par le ministère de la Santé et de la population pour une meilleure prévention contre cette maladie.

MILA: Les travailleurs de l'entreprise de gestion des CET suspendent leur grève

Les travailleurs de l'entreprise publique de gestion des centres d'enfouissement technique (CET) de la wilaya de Mila ont repris lundi leur travail après six jours de grève pour réclamer l'amélioration de leurs conditions professionnelles, a indiqué lundi le membre de la section syndicale, Abdessatar Boulaïche.

Selon le même syndicaliste, la décision de suspension de la grève a été prise dimanche après-midi suite à la réunion avec la commission de wilaya chargée par le wali de trouver une solution aux revendications des travailleurs dont le débrayage a provoqué la prolifération des tas de ordures ménagères dans la ville de Mila mais aussi à Chelghoum Laïd et Telegheima, où la société assure le service de collecte des déchets domestiques.

«L'accord obtenu au terme de la réunion tenue en présence de l'inspecteur général de wilaya, représentant le chef de l'exécutif local, la directrice de l'environnement et le représentant de l'inspection du tra-



vail ainsi que des représentants des grévistes et de la section syndicale a porté sur la reprise du travail et l'amélioration des conditions professionnelles des travailleurs et la préservation de leurs droits», selon la même source.

La majorité des travailleurs de la société de gestion des CET de Mila est entrée mardi passé en grève pour protester contre «l'absence d'un plan normalisé de travail, le refus de l'administration de reconnaître le droit aux heures supplémentaires et leur indemnisation et le non-paiement des primes dues aux travailleurs», rappelle-t-on. Des dizaines de ces travailleurs se sont rassemblés depuis mardi devant le siège de la wilaya avant de se rassembler dimanche devant le siège de l'entreprise pour faire entendre leurs revendications et résoudre les problèmes posés qui empêchent, selon eux, l'instauration d'un climat favorable au bon exercice de leur travail.

TISSEMSILT: Des manœuvres de formation en 2018 au profit de plus de 700 agents de la Protection civile



Plus de 700 agents relevant des unités secondaires de la protection civile de la wilaya de Tissemsilt ont bénéficié, l'année dernière, de manœuvres de formation sur des scénarios de catastrophes et d'accidents, a-t-on appris lundi du chargé de l'information à la Direction locale de ce corps constitué, Mohamed Mahdoum.

En marge de «portes ouvertes» sur les activités de ce corps constitué à l'occasion de la Journée maghrébine de la protection civile célébrée le 18 mars, Mohamed Mahdoum a fait savoir que plus de 50 manœuvres ont été effectuées l'an dernier pour former les agents dans les segments d'intervention en cas d'accidents de la route, d'inondations, de noyades dans des puits et/ou grottes et de traitement de produits dangereux.

Des moyens matériels importants ont été mobilisés pour mener à bien ces manœuvres dont plus de 90 engins, 34 ambulances, 32 camions d'extinction et des appareils d'isolation, de secours et de plongée, a-t-il indiqué.

Ces manœuvres de formation, inscrites au programme de la Direction générale de la protection civile, ont permis de jauger les capacités des agents d'intervention et d'améliorer leurs performances, a-t-on souligné. Par ailleurs, un bloc pédagogique a été ouvert à l'unité principale de la protection civile de Tissemsilt pour assurer une formation théorique et pratique aux pompiers dans les domaines liés aux feux de forêts, accidents de la route, secours sous les décombres, premiers soins et intervention lors des inondations et séismes.

La manifestation «portes ouvertes», organisée au niveau de l'unité principale de la protection civile, a été marquée par des expositions du matériel utilisé dans des interventions secours et d'affiches comportant des informations sur les missions et activités des unités d'intervention de la Direction de wilaya de la protection civile.

INDONÉSIE: L'Indonésie interdit définitivement aux Boeing 737 MAX 8 de voler sur son territoire, annonce un responsable

Le ministre indonésien des Transports, Budi Karya Sumadi a annoncé lundi qu'après une notification émise par l'Agence de l'aviation fédérale (FAA) américaine, l'Indonésie a définitivement interdit aux Boeing 737 MAX 8 de desservir son espace aérien. Le ministre a déclaré que cette interdiction était entrée en vigueur jeudi dernier, après que la FAA a publié une «Notification sur le maintien de la navigabilité à l'intention de la communauté internationale» (CANIC).

Cette interdiction permanente est basée autant sur la notification de la FAA que sur l'évaluation des Boeing 737 MAX 8 en service au sein des compagnies nationales indonésiennes, a indiqué le ministre. «Lion Air et Garuda Indonesia ont décidé d'immobiliser leurs appareils (Boeing 737 MAX 8)», a déclaré le ministre devant le parlement. En octobre dernier, le crash d'un 737 MAX 8 de Lion Air a tué 189 personnes. Le 10 mars, le crash d'un autre 737 MAX 8 de la compagnie éthiopienne Ethiopian Airlines a coûté la vie à 157 personnes. Cette interdiction permanente remplace l'interdiction temporaire précédemment ordonnée par le ministre. Pendant l'interdiction temporaire, toutes les agences de l'aviation civile avaient été invitées à examiner les Boeing 737 MAX 8 opérés par des compagnies aériennes indonésiennes, afin de garantir la sécurité des vols.

Après examen des appareils, des inspecteurs agréés pouvaient éventuellement autoriser les avions à reprendre les airs s'ils étaient jugés aptes à voler.

CANADA: Durcissement prévu des mesures de lutte contre l'immigration clandestine

Le gouvernement canadien s'est dit déterminé à renforcer les mesures de lutte contre l'immigration clandestine et le contrôle des demandeurs d'asile à la frontière avec les États-Unis.

«La collaboration avec nos partenaires américains continue d'être essentielle pour régler des questions concernant notre frontière commune, dont la migration irrégulière», a déclaré le ministre canadien de la Sécurité frontalière, Bill Blair, à l'issue d'une visite dans le pays voisin.

Cité dans un communiqué, le ministre a affirmé que la révision de l'Entente sur les tiers pays sûrs (ETPS), signée entre les deux pays pour mieux gérer le mouvement des demandeurs d'asile à la frontière, demeure en tête des priorités de l'exécutif canadien.

M. Blair s'est entretenu, lors de son déplacement aux États-Unis, avec des membres du Congrès et des représentants du gouvernement américain des possibilités de collaboration en vue de remédier à la migration irrégulière, notamment la révision de l'ETPS.

Nombreux sont en effet les migrants et demandeurs d'asile qui franchissent clandestinement la frontière canadienne face au risque d'expulsion suite au durcissement des mesures contre la migration irrégulière par l'administration américaine. En vertu de l'ETPS, l'entrée au Canada est interdite aux immigrés une fois qu'ils déposent une demande d'asile aux États-Unis.

Le ministre canadien a assuré qu'Ottawa et Washington continuent de travailler ensemble pour affronter les problèmes de la migration mondiale grâce au partage de renseignements et de moyens technologiques.

Un total de plus de 19.400 migrants et demandeurs d'asile ont été interceptés en 2018 par la Gendarmerie Royale du Canada, notamment au niveau de la frontière entre le Québec et l'État de New York. Durant les deux premiers mois 2019, près de 1.700 personnes ont été interceptées alors qu'elles franchissaient la frontière de façon irrégulière.

CHYPRE: La chasse aux oiseaux à l'aide de filets en baisse de 90%

La chasse aux oiseaux à l'aide de filets à Chypre a baissé de 90% par rapport à 2002, un record dû principalement à la répression du braconnage dans les zones militaires britanniques de l'île méditerranéenne, a indiqué lundi une ONG.

«Cette diminution jamais enregistrée est surtout due aux progrès accomplis ces deux dernières années dans la base britannique de Dhekelia (sud), la principale zone de chasse de l'île», a affirmé l'association de protection des oiseaux Birdlife Cyprus dans un communiqué. Selon une enquête menée à l'automne 2018 par l'ONG, le niveau de captures au filet a diminué de 90% par rapport aux premières données collectées en 2002.

En vertu des accords ayant conduit à l'indépendance chypriote en 1960, le Royaume-Uni a gardé deux importantes bases souveraines dans cette île stratégique aux portes du Moyen-Orient.

L'ancienne puissance coloniale possède des forces de police dans la base de Dhekelia chargées de poursuivre les braconniers.



Birdlife Cyprus a toutefois exprimé son inquiétude concernant la hausse du braconnage dans le reste de l'île. «Alors que la vue d'ensemble est celle d'un succès et d'un soulagement pour les oiseaux migrateurs en Europe, la hausse du nombre d'oiseaux tués avec des filets enregistrée à l'automne 2018 dans la

République (de Chypre) nous oblige à être vigilants», a ajouté l'ONG. Près de 335.000 oiseaux ont été capturés à Chypre l'automne dernier, d'après l'ONG.

Birdlife Cyprus a indiqué que la diminution dans les bases britanniques était le fruit du travail de la police, qui a notamment augmenté ses patrouilles et introduit

des peines dissuasives à l'encontre des braconniers.

L'ONG a reconnu que les autorités chypriotes avaient fait des efforts, en mettant en place des amendes pour les personnes prises sur le fait, mais appelé à plus de «Le problème du braconnage n'est toujours pas résolu», a-t-elle poursuivi. Piégés par des branches enduites de colle ou des filets, des centaines de milliers d'oiseaux migrateurs sont tués puis servis chaque année en secret dans des restaurants de l'île méditerranéenne. Cela affecte plus de 150 espèces d'oiseaux, principalement migrateurs.

La faible application des lois punissant «la vente illégale d'oiseaux capturés dans les restaurants et les gros braconniers organisés restent un problème», a affirmé Martin Hellicar, à la tête de Birdlife Cyprus.

LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION ET LES ABUS SEXUELS : Des progrès encourageants à l'ONU

Les Nations unies ont enregistré 259 allégations d'exploitation et d'abus sexuels en 2018, a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans son dernier rapport à ce sujet soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Selon le rapport, entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018, l'ONU a reçu un total de 148 allégations d'exploitation et d'abus sexuels impliquant directement des employés de l'ONU et 111 impliquant du personnel d'organisations partenaires mettant en œuvre des programmes des Nations Unies.

Cela représente une augmentation du nombre total d'incidents signalés par rapport à 2017, où 138 allégations ont été faites, et à 2016, où 165 allégations ont été rapportées.

Bien que le nombre d'allégations ait augmenté par rapport aux deux années précédentes, le rapport fait état d'une sensibilisation accrue du personnel de l'ONU et du personnel apparenté, ainsi que d'une amélioration et d'une harmonisation des outils d'établissement de rapports dans toute l'organisation. Dans les

opérations de maintien de la paix, les signes sont encourageants, les allégations ayant diminué de près de moitié au cours des deux dernières années. Si 103 allégations d'exploitation et d'abus sexuels ont été signalées en 2016, seules 54 allégations ont été faites en 2018. La plupart des allégations reçues en 2018 concernaient les Missions des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA), en République démocratique du Congo (MONUSCO), au Mali (MINUSMA), en Haïti (MINUSTAH), au Liberia (MINUL) et au Soudan du Sud (MINUSS).

Aucune allégation n'a été reçue des missions politiques spéciales de l'ONU. Toutes les allégations d'exploitation et d'abus sexuels n'ont pas été entièrement vérifiées et beaucoup font encore l'objet d'une enquête ou en sont encore à la phase d'évaluation préliminaire. La stratégie du secrétaire général en cette matière, dans sa première phase, est axée sur le traitement de la question au sein du système des Nations Unies, ainsi que sur ceux qui sont chargés par l'ONU de mettre en

œuvre des programmes (organisations d'exécution et militaires non onusiennes autorisées par le Conseil de sécurité).

Cela représente plus de 90.000 personnes dans plus de 30 entités ainsi que plus de 100.000 personnes en uniforme. L'ONU ne disposant ni de l'autorité, ni du mandat légal de poursuivre au pénal des individus, la responsabilité pénale des individus continue de relever du pays concerné.

Dans les cas où l'auteur présumé d'exploitation et d'abus sexuels est un civil, l'ONU mène des enquêtes administratives, le fonctionnaire est licencié lorsque l'allégation est fondée et si l'ONU conclut qu'un crime a pu être commis, elle renvoie la question aux autorités nationales compétentes pour qu'elles y donnent suite. Dans les cas impliquant du personnel en uniforme, l'Etat contributeur a compétence exclusive pour enquêter.

Mais l'ONU travaille en étroite collaboration avec cet Etat pour accélérer l'enquête et le suivi en matière de responsabilité.

SELON L'ONU: Au moins 79 morts à cause du cyclone Idai dans le sud de l'Afrique

L'ONU et d'autres agences humanitaires sont en train d'évaluer le nombre de morts (au moins 79) et les dégâts provoqués par le cyclone Idai qui a touché le Mozambique, le Malawi et le Zimbabwe, a déclaré lundi un porte-parole de l'ONU.

«Nos collègues humanitaires rapportent qu'au Mozambique, des dégâts généralisés sont signalés dans la ville de Beira avec au moins 48 morts d'après certaines informations», a indiqué lors d'un point de presse régulier Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, ajoutant que 31 personnes étaient décédées et plus de 100 autres portées disparues au Zimbabwe.

«Au Malawi, il a touché plus de 183.000 personnes, tandis que 9.600 personnes au Zimbabwe ont été affectées à cause des inondations et des glissements de terrain», a poursuivi M. Dujarric. «L'ONU et nos partenaires humanitaires soutiennent les efforts de secours dirigés par le gouvernement

de chaque pays respectif». Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), «la ville de Beira, dans la province centrale de Sofala, a perdu ses moyens de communication.

L'impact total du cyclone est encore à évaluer. «Les rapports initiaux indiquent des pertes en vies humaines et des dégâts sur les infrastructures à Beira et dans les régions alentour», a-t-il précisé. La population de Beira, quatrième plus grande ville mozambicaine, est estimée à environ 500.000 personnes. «Le cyclone Idai a continué de traverser le continent en tant que tempête tropicale et a frappé l'est du Mozambique avec des fortes pluies et des vents violents», a ajouté l'OCHA.

Cette tempête s'est abattue sur les districts de Chimanimani et de Chipinge, provoquant des inondations fluviales soudaines et de lourdes pertes humaines et matérielles.

CANCER: 1,4 million de décès prévus en 2019 dans l'UE (étude)

Près d'un million et demi (1,41 million) de décès par cancers devraient survenir en 2019 dans l'Union européenne (UE), selon les estimations de chercheurs publiées hier.

Ceux-ci prévoient aussi que les taux de mortalité par cancer du sein baisseront cette année de 9% dans l'ensemble de l'Union par rapport à 2014, sauf en Pologne, dans un article détaillé dans une revue spécialisée *Annals of Oncology*. Parmi les six pays les plus peuplés, le Royaume-Uni affiche les plus fortes prévisions de baisse des décès par cancer du sein (-13% depuis 2014), suivi par la France (-10%), l'Allemagne (-9%), l'Italie (-7%), l'Espagne (-5%), alors qu'en Pologne c'est une hausse de 2% qui est prévue.

Ce travail confirme la tendance à la baisse continue de la mortalité par cancers dans l'UE depuis 2014, en pourcentage de la population, écrivent les chercheurs. La probabilité de mourir d'un cancer baisse en effet : les taux de mortalité standardisés diminuent en passant de 139 pour 100.000 hommes en 2014 à 131 pour 100.000 en 2019 (soit une baisse de 6%) et de 86 à 83 pour 100.000 femmes (baisse de 3,6%), d'après l'étude.

Mais en raison du vieillissement et de l'accroissement de la population européenne (513 millions en 2018, selon Eurostat) le nombre de décès augmente modérément en nombre absolu. Sur les 1.410.000 décès par cancers prévus en 2019, 787.000 concer-



nent les hommes et 621.900 les femmes. Selon les auteurs, les professeurs Carlo La Vecchia (Université de Milan, Italie) et Fabio Levi (Université de Lausanne, Suisse) et leurs collègues, les morts par cancers du poumon chez les femmes, qui ont commencé à fumer plus tard que les hommes, excéderaient en 2019 ceux par cancers du sein (96.800 contre 92.800). Le cancer du poumon reste le plus meurtrier dans les deux sexes,

avec 279.000 décès (dont 183.000 décès masculins) prévus pour 2019.

«Plus d'efforts et d'investissements doivent être déployés pour prévenir la survenue des cancers les plus fréquents, en particulier en réduisant le nombre de personnes qui fument et qui sont en excès pondéral», renchérit le professeur Fabrice André (Institut Gustave Roussy, région parisienne), oncologue et éditeur en chef de la revue.

UGANDA: 2 personnes mortes après avoir mangé de la nourriture du PAM

Deux personnes ont trouvé la mort et plus d'une centaine ont été hospitalisées dans la région du Karamoja, au nord-est de l'Ouganda, après avoir ingéré des céréales enrichies fournies par le Programme alimentaire mondial (PAM), a indiqué lundi le gouvernement ougandais.

«Deux personnes sont mortes et plus de 100 autres ont été hospitalisées dans un état grave après avoir consommé de la nourriture fournie par le Programme alimentaire mondial», a indiqué le ministre à la Prévention des catastrophes, Musa Eweru.

«Nous travaillons avec le Programme alimentaire pour en établir la cause», a-



t-il ajouté, soulignant qu'une grande partie des personnes hospitalisées avaient depuis été autorisées à rentrer chez elles.

Sans toutefois confirmer qu'il y avait eu des décès, le PAM a annoncé dans un communiqué avoir «sus-

pendu la distribution» des céréales enrichies dans tout le pays, après que «des dizaines de personnes sont tombées malades et ont été admises dans des centres de santé après une distribution locale de nourriture», dans le Karamoja.

«Dès le début, le PAM a traité ceci avec le plus extrême caractère d'urgence», a ajouté l'agence onusienne.

Les premiers cas de personnes se présentant à l'hôpital avec une forte fièvre et un état de confusion mentale, ont été recensés au milieu de la semaine passée, selon le PAM.

L'organisation a précisé qu'en coopération avec le gouvernement ougandais des tests de laboratoire étaient effectués pour établir ou non un lien de causalité entre la nourriture et la maladie.

Les céréales enrichies sont données aux femmes enceintes ou allaitant pour prévenir la malnutrition et les retards de croissance, a indiqué le PAM.

EBOLA EN RD CONGO: Plus de 600 décès, près de 1.000 cas

Le ministère congolais de la Santé a indiqué lundi que l'épidémie de fièvre à virus Ebola qui sévit dans l'Est de la République démocratique du Congo a tué plus de 600 personnes depuis qu'elle a été déclarée le 1er août.

«Depuis le début de l'épidémie, le cumul des cas est de 960, dont 895 confirmés et 65 probables.

Au total, il y a eu 603 décès (538 confirmés et 65 probables) et 314 personnes guéries», détaille le ministère dans son bulletin quotidien.

Dimanche, cinq nouveaux décès de cas confirmés ont été enregistrés, et neuf nouveaux cas ont été confirmés, précise-t-il. Le ministère fait

état de «472 cas suspects en cours d'investigation».

«Depuis le 8 août 2018, 89.173 personnes ont été vaccinées», insiste le ministère de la Santé, qui estime que cette campagne de vaccination a sauvé des milliers de vie.

«Le seul vaccin à être utilisé dans cette épidémie est le vaccin rVSV-ZEBOV, fabriqué par le groupe pharmaceutique Merck», précise le ministère congolais de la Santé.

L'épicentre de l'épidémie dans la province du Nord-Kivu se trouve depuis plusieurs semaines à Butembo et à Katwa.

De retour d'une visite sur place, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Dr

Tedros Adhanom Ghebreyesus, a estimé jeudi qu'il faudrait encore six mois pour en «finir» avec l'épidémie d'Ebola, mais a mis en garde contre une aggravation de l'insécurité.

Début mars, l'ONG Médecins Sans Frontières a suspendu ses activités de lutte contre Ebola à Katwa et à Butembo, à la suite d'attaques contre deux centres de traitement.

Précision sur les décomptes: les cas probables concernent «tous les décès pour lesquels il n'a pas été possible d'obtenir des échantillons biologiques pour confirmation au laboratoire mais où les investigations ont révélé un lien épidémiologique avec un cas confirmé ou probable», indique le ministère.

ENFANCE: L'OMS pour davantage de contrôle du marketing numérique des produits peu sains auprès des enfants

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a plaidé pour un contrôle accru du marketing numérique des produits peu sains, au moment où les publicitaires s'efforcent de cibler les enfants et les adolescents sur les médias sociaux et sur les appareils mobiles, difficiles à surveiller.

«Le plus préoccupant est que près de 10 ans après la formulation par l'OMS en 2010 des recommandations sur le marketing des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées ciblant les enfants, ces derniers restent fortement exposés au marketing en ligne de produits alimentaires peu sains, de tabac et d'alcool», déclare Joao Breda, directeur du Bureau européen de l'OMS pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, cité par un communiqué de l'Agence onusienne pour la santé.

Il est essentiel de surveiller ce type de publicité en ligne, car les maladies non transmissibles comme les cardiopathies, le cancer, l'obésité et les maladies respiratoires chroniques sont liées au tabagisme, à l'abus d'alcool et à la consommation de produits alimentaires peu sains, relève la même source, notant que l'apparition de ces maladies peut être ralentie ou évitée si l'on s'attaque aux principaux facteurs de risque et comportements à risque pendant l'enfance.

Le nouveau rapport de l'OMS (contrôler et restreindre le marketing numérique de produits peu sains auprès des enfants et des adolescents) confirme que les informations sur la vie numérique des enfants sont rares, précisant que les enfants passent de plus en plus de temps en ligne, y compris sur les médias sociaux, ce qui signifie que leur exposition au marketing numérique s'est également intensifiée.

Le rapport appelle à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un ensemble d'outils permettant de surveiller l'exposition des enfants au marketing numérique. L'OMS estime que les constatations faites grâce à l'outil Click pourraient aider à convaincre les pouvoirs publics nationaux de prendre des mesures pour protéger les enfants contre la publicité non seulement pour des aliments peu sains, mais aussi pour le tabac et l'alcool.

UKRAINE: 11 personnes mortes de rougeole en 2019

Plus de 30.000 personnes ont contracté la rougeole et 11 en sont mortes depuis le début de l'année en Ukraine, pays européen le plus touché par cette maladie, a annoncé lundi le ministère ukrainien de la Santé. Une fillette de neuf ans est décédée samedi dans la région de Rivné (ouest), ce qui porte à 11 le nombre de décès causés par la rougeole depuis le début de l'année, a précisé le ministère dans un communiqué. Au total, environ 17.000 mineurs et 13.000 adultes ont contracté la maladie en 2019, selon la même source. Les régions les plus touchées sont celles de l'ouest du pays: Lviv, Rivné, Vinnytsya, Khmelnytsky, ainsi que la capitale, Kiev, a précisé une porte-parole du ministère de la Santé, Maryna Dadinova.

L'Ukraine est frappée depuis 2017 par une flambée sans précédent de cette maladie hautement contagieuse. L'an dernier, près de 54.000 cas de rougeole, dont 16 mortels, y ont été enregistrés, un record en Europe.

Il s'agit de la plus grave flambée de rougeole pour cette ex-république soviétique depuis son indépendance en 1991, la précédente recrudescence notable ayant fait quelque 43.000 malades en 2006, selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Les autorités ukrainiennes imputent la crise actuelle à des pénuries de vaccins au cours des années précédentes et à une forte opposition à la vaccination au sein d'une partie de la population.

Pour remédier à cette situation, le ministère de la Santé ne cesse d'appeler les parents à faire vacciner leurs enfants et a lancé ces dernières semaines une «opération spéciale» dans les régions de Lviv et Vinnytsya en organisant notamment des vaccinations massives dans des écoles.

LES ALIMENTS GRAS INFLUENCERAIENT NOTRE HUMEUR

La consommation d'aliments riches en graisse peut entraîner des changements dans le comportement et dans l'humeur, selon une étude menée par des chercheurs américains.

Un régime alimentaire trop gras a déjà été largement associé à une prise de poids et à des problèmes cardiovasculaires. Une étude de l'université de Louisiane (États-Unis) montre qu'une alimentation riche en graisses pourrait aussi causer des changements de comportement et des dépressions. Un phénomène lié, selon les chercheurs, à l'effet du gras sur la flore intestinale.

Une expérience menée sur les souris

Ces travaux, publiés dans la revue *Biological Psychiatry*, ont été menés sur des souris. Des rongeurs adultes non obèses nourris avec un régime alimentaire normal ont reçu une greffe du microbiote (flore intestinale) de souris ayant une alimentation riche en graisses ou normale. Le comportement des souris a ensuite été observé. Celles qui ont reçu la flore de souris soumises au régime très gras ont montré, en plus de signes d'inflammation intestinale, de nombreux troubles du comportement comme de l'anxiété, des troubles de la mémoire et des comportements répétitifs.

Les aliments gras sont néfastes pour le cerveau

Une alimentation riche en graisse est néfaste pour la santé du cerveau. Les modifications apportées à la flore bactérienne intestinale sont suffisantes pour modifier le fonctionnement du cerveau, même en l'ab-



sence d'obésité. Des résultats qui confirment de plus anciennes études qui ont démontré, chez l'animal, que certaines

souches bactériennes augmentent les comportements anxieux. Cette étude de Louisiane pourrait déboucher sur une

utilisation potentielle du microbiome intestinal dans le traitement de troubles neuropsychiatriques.

EN 2030, LA MOITIÉ DE LA POPULATION SERA OBÈSE

Le coût global de l'obésité a atteint 2 billions (millions de milliards) dans le monde. Un chiffre qui devrait exploser d'ici 2030 puisque les experts annoncent qu'alors la moitié de la population sera obèse.

Selon un nouveau rapport de l'Institut Mc Kinsey (un institut de recherches qui étudie la croissance des états et de l'économie), si les tendances actuelles se poursuivent et si les États ne suivent pas les recommandations de l'OMS en matière de nutrition, la moitié de la population mondiale sera cliniquement en surpoids ou

obèse à l'horizon 2030. Selon l'Institut, 30% des habitants de la planète sont déjà obèses et 5% d'entre eux en meurent chaque année. Selon ses dernières estimations, le coût global de l'obésité a atteint à ce jour 2 billions de dollars (soit 2000 milliards de dollars), «plus que les coûts combinés de la violence armée, de la guerre et du terrorisme ou autant que le tabac». L'Institut insiste sur le fait que pour inverser la tendance, il ne peut y avoir de solution unique mais plutôt un cocktail de solutions. Il a répertorié 44

opérations «anti-obésité» dans le monde qui pourraient être appliquées dans d'autres pays : «cela va des repas scolaires subventionnés pour tous, à l'étiquetage nutritionnel en passant par les restrictions sur la publicité pour les aliments ou les boissons riches en calories, ou encore les campagnes de santé publique». Dans son rapport, l'Institut Mc Kinley insiste aussi sur l'importance de la recherche sur le rôle du microbiome intestinal dans l'obésité ou sur les nutriments qui affectent la satiété.



DÉPRESSION : LA RHODIOLA COMME TRAITEMENT ALTERNATIF

Connue pour ses vertus antistress, la rhodiola pourrait être un traitement alternatif de la dépression, selon les résultats d'une nouvelle étude.

La rhodiola fait partie des plantes dites adaptogènes : elle aide l'organisme à mieux supporter le stress, en y apportant une réponse adaptée. Efficace en période de surmenage ou de stress, elle pourrait se révéler un bon traitement alternatif de la dépression, selon une nouvelle étude publiée dans la revue scientifique *Phytotherapy and dirigée par le Pr Jun James Mao, de l'école de médecine de l'université de*

Pennsylvanie. Des études antérieures ont suggéré que la rhodiola pouvait améliorer l'humeur en stimulant les récepteurs de neurotransmetteurs comme la dopamine et la sérotonine dans le cerveau (tous deux impliqués dans la régulation de l'humeur). Dans cette nouvelle étude en double aveugle, contrôlée par placebo, les chercheurs ont comparé les effets de la rhodiola sur la forme légère à modérée du trouble dépressif avec ceux de la sertraline (connu sous le nom de Zoloft), un antidépresseur de la famille des inhibiteurs sélectifs de la recapture de la sérotonine,

couramment prescrit en cas de dépression.

«Le but de cette étude était d'évaluer l'innocuité et l'efficacité de la rhodiola pour le traitement de la dépression légère à modérée, afin de découvrir si cette plante pouvait être utilisée comme thérapie alternative» a souligné le médecin.

57 personnes ont participé à cette étude. Chacun avait présenté au moins deux épisodes de dépression, d'humeur dépressive ou de perte d'intérêt pour les activités pendant au moins deux semaines. Ils avaient aussi des symptômes tels qu'une modifi-

cation significative du poids, de la fatigue et des pensées récurrentes de mort.

Pendant 12 semaines, chaque participant a reçu soit un extrait de rhodiola standardisé, soit de la sertraline soit un placebo. Les chercheurs ont mesuré l'évolution de la période des participants au cours de cette période et ont constaté une nette amélioration de l'humeur chez les patients sous sertraline et chez les patients sous rhodiola. Toutefois, beaucoup plus de patients sous sertraline (63%) ont signalé des effets secondaires par rapport à ceux sous rhodiola (30%).

LES EXCÈS DE MALBOUFFE RESTENT GRAVÉS DANS NOTRE ADN



Même nos comportements alimentaires nous suivent à la trace. Nos mauvaises habitudes alimentaires déteindraient sur notre ADN et seraient transmis à la génération suivante. Cette étude parue dans le *Journal of Nutrition* devrait ravaler votre envie de reprendre une part de pizza géante ce soir devant le match de foot. Pizzas, sushis, burgers et tout aliment étiqueté malbouffe peut mener à un plus grand risque d'inflammation, de cancers, d'infection et de réactions allergiques. Pire, si cette appétence pour le mauvais gras et le sucre s'approche de l'addiction, vous risquez de la graver sur votre ADN. Et vos enfants pourraient être marqués eux aussi.

L'étude suggère que chaque choix alimentaire perturbe en permanence l'équilibre bactérien de nos intestins et, à force, cela peut affaiblir le système immunitaire. «Nos corps sont une sorte de mini-écosystème et n'importe quoi peut déranger nos bactéries et altérer notre santé profondément», explique Ian Myles du National Institute of Allergy and Infectious Diseases dans le Maryland, cité par le magazine américain *Time*.

Concrètement, une alimentation déséquilibrée, qui concerne de plus en plus dans les pays occidentaux, chamboule le système immunitaire et peut favoriser la survenue de maladies auto-immunes, des maladies résultant d'un dysfonctionnement du système immunitaire type diabète de type 1, sclérose en plaques ou encore polyarthrite rhumatoïde.

«A notre grande inquiétude, nos mauvais comportements alimentaires s'impriment à la fois dans notre ADN et notre microbiome intestinal. Ces mauvaises modifications immunitaires sont transmises à notre progéniture pendant leur développement», précise Ian Myles.

Illustration: B. H.

AUTISME

UN TEST SALIVAIRE POURRAIT BIENTÔT LE DIAGNOSTIQUER

Des chercheurs américains ont trouvé un moyen de diagnostiquer l'autisme en testant la salive. Une nouvelle approche face à cette maladie qui concerne un enfant sur cent.

Grâce à une étude comparative, des chercheurs de l'université de Clarkson et de l'université de l'État de New York à Plattsburgh ont découvert des différences significatives de taux de protéines dans la salive d'enfants atteints d'autisme.

Un complexe de protéines spécifiques chez les jeunes autistes

Les universitaires ont analysé puis comparé la salive de 6 enfants autistes et de 6 enfants ne présentant pas de trouble du développement, tous âgés de 6 à 16 ans. 9 protéines spécifiques ont été identifiées à des niveaux significativement plus élevés chez les jeunes autistes.

Ces données, présentées dans la revue *Autism Research*, pourraient aider à l'élaboration d'un test capable de détecter ce trouble du développement. D'après les chercheurs, le test permettrait d'intervenir plus rapidement et d'améliorer les résultats fonctionnels chez les personnes atteintes de trouble du spectre autistique.



Un diagnostic actuellement clinique

À ce jour, aucun test biologique n'existe : le diagnostic de l'autisme est clinique. Il peut être établi à partir de l'âge de 2 ans et

repose sur une série d'arguments recueillis dans des situations variées par différents professionnels. Le test salivaire représenterait un acte simple à réaliser.

Toutefois, l'équipe doit encore confirmer ces conclusions en réalisant des recherches supplémentaires sur un plus large échantillon et en tenant compte des diversités de l'autisme.

L'OCYTOCINE POURRAIT AIDER LES AUTISTES À MIEUX INTERAGIR AVEC LEUR ENTOURAGE

Egalement appelée hormone de l'amour, l'ocytocine pourrait aider les personnes autistes à mieux comprendre les émotions et les expressions faciales. Un «pschitt» d'ocytocine pourrait aider les personnes autistes à mieux identifier le caractère des personnes qui les entourent à travers les émotions et les expressions faciales. Ce qui leur permettrait de mieux interagir dans diverses situations sociales. Des chercheurs de l'université de Tokyo ont en effet découvert qu'une dose d'ocytocine, administrée sous forme de spray nasal, stimulait une zone du cerveau qui traite l'émotion et l'empathie.

Des essais avaient déjà été menés auprès d'enfants autistes au cours de leurs thérapies comportementales. L'utilisation de sprays d'ocytocine immédiatement avant la thérapie avaient pour effet d'en accroître les effets bénéfiques. D'autres essais avaient été

menés auprès d'adultes souffrant d'une forme d'autisme de haut niveau (comme le Syndrome d'Asperger), c'est-à-dire une forme d'autisme où la personne est capable d'interaction sociale à des degrés divers et pour lesquelles la coupure avec le monde n'est pas totale.

Mais cette fois, les chercheurs japonais ont administré un pschitt d'ocytocine à des autistes de bas niveau, qui s'appuient plus facilement sur les indices non verbaux et les expressions faciales. Un scan du cerveau effectué 90 mn après avoir reçu l'ocytocine, a révélé que l'activité de la zone du cerveau responsable du traitement des émotions avait augmenté considérablement. «Par conséquent, les personnes autistes présentant des déficits dans la communication non verbale et l'interaction pourraient bénéficier de l'administration d'ocytocine», avance le co-auteur de cette étude Hidenori Yamasue.



NIGERIA:

Au moins 3 personnes tuées dans une attaque de Boko Haram dans le nord-est du pays

Trois personnes ont été tuées lors de l'attaque par des terroristes de Boko Haram d'une ville du nord-est du Nigeria où ils ont notamment dévalisé une banque, ont déclaré hier des résidents.

Des terroristes à bord de plusieurs véhicules et motos ont pris d'assaut Michika dans l'Etat d'Adamawa, près de la frontière avec le Borno, vers 18h30 (17h30 GMT) lundi, forçant certains habitants à quitter la ville, tandis que d'autres se terraient chez eux.

«Ils ont attaqué un bus traversant la ville et tué trois personnes à l'intérieur.

Ils ont maîtrisé quelques soldats et dévalisé une banque avant de l'incendier», a déclaré Saleh Abbare, un habitant de Michika.

«La banque avait déjà été attaquée par Boko Haram et avait été récemment rénovée», a-t-il déclaré. Selon un autre résident, Daniel Bature, les terroristes ont été chassés par l'arrivée de renforts de troupes depuis Gulak, le quartier général du district voisin.

«Les terroristes ont été chassés et se sont dirigés vers Lassa et la forêt de Sambisa», dans l'Etat de Borno, a déclaré Daniel Bature.

Le conflit initié par Boko Haram en 2009 dans le nord-est du Nigeria a fait plus de 27.000 morts et 1,8 millions de déplacés.

UE-MALI:

L'UE condamne l'attaque terroriste contre une base militaire au centre du Mali



L'Union européenne (UE) a condamné lundi l'attaque terroriste ayant visé un camp des Forces Armées maliennes, dans la localité de Dioura au centre du Mali.

«Les responsables de cet attentat doivent être poursuivis en justice le plus rapidement possible», a réclamé l'UE dans une déclaration de son porte-parole qui présente les sincères condoléances aux familles et proches des victimes, ainsi qu'au gouvernement malien, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés.

L'Union européenne a tenu à rendre hommage aux forces armées et de sécurité maliennes qui «ont fait preuve de courage au cours de cette attaque et risquent chaque jour leur vie au service de la paix et de la stabilité de leur pays», tout en réaffirmant son soutien au Mali, ainsi qu'aux autres pays du G5 Sahel, à la mission onusienne MINUSMA, à l'opération française Barkhane, et à l'ensemble de la communauté internationale, «dans la lutte contre la menace terroriste dans le Sahel».

Les missions européennes, EUTM et EUCAP Sahel Mali, assistent, d'ailleurs, les forces de sécurité et les autorités maliennes dans le suivi de l'attaque, précise à cet égard la déclaration qui relève que «cet épisode tragique vient renforcer la pertinence de l'engagement de l'Union européenne auprès du Mali, en particulier en appui aux efforts du gouvernement malien pour la sécurité, la stabilité et le redéploiement des services de base aux populations dans le centre au pays».

CENTRAFRIQUE:

L'UA tente de relancer l'accord de paix signé en février à Khartoum

Les représentants des 14 groupes armés centrafricains qui ont signé en février dernier un accord de paix à Khartoum, tiennent depuis lundi une réunion au siège de l'Union africaine, à Addis-Abeba, pour tenter de relancer cet accord et faire revenir les signataires à la table de discussions.

Le commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union africaine (UA), Smail Chergui, qui a reçu les 14 acteurs centrafricains, voit dans ses rencontres un «point d'étape», destiné à mettre réellement en œuvre l'accord de paix du 5 février.

Le 5 février dernier, un accord de paix a été signé à Khartoum au Soudan entre les factions centrafricaines.

C'est le huitième depuis 2013 et l'éclatement du conflit en République centrafricaine. Fin février, un nouveau Premier ministre a été nommé avec un gouvernement, mais il ne satisfait pas toutes les parties.

Après cette nomination, certains groupes armés ont claqué la porte, dans la capitale éthiopienne, et l'objectif de cette rencontre à Addis-Abeba est de les faire revenir à la table de discussions.

Selon des médias, le principal enjeu est de régler le désaccord qui oppose certains groupes armés au pouvoir centrafricain concernant la nouvelle équipe gouvernementale.

Pour rappel, cinq des 14 groupes armés signataires de l'accord de Khartoum ont désavoué le nouveau gouvernement pas assez



inclusif selon eux.

D'après une source très proche du dossier, certains responsables de ces groupes insistent pour être nommés à des postes de ministres.

Le problème, explique cette même source, c'est leur statut juridique, certains d'entre eux sont poursuivis par la Cour pénale internationale ou par des tribunaux centrafricains.

Règlement inclusif et construction de l'unité nationale

Le commissaire à la Paix et à la sécurité de l'UA et médiateur du dialogue centrafricain, Smail Chergui, a affirmé qu'il existe encore

d'autres solutions pour construire l'unité nationale sur fond d'appels aux concertations inclusives et la contribution de toutes les parties au fonctionnement des institutions de l'Etat tant au niveau national que local.

M. Chergui a indiqué qu'il est dans «l'intérêt de tout le monde de faire des compromis nécessaires pour que nous puissions arriver à un gouvernement qui soit aussi fonctionnel et qu'on puisse réellement démarrer maintenant les autres questions qui sont incluses dans l'accord».

Dans ce contexte, des projets de textes sur la

décentralisation sont soumis à l'Assemblée nationale, qui les examinera dans les prochains jours.

«Donc on voit bien qu'il y a une très bonne disponibilité de part et d'autre pour faire avancer les choses», a indiqué M. Chergui, alors que les observateurs avertissent qu'il n'est absolument pas question de revenir sur les termes de l'accord conclu début février.

C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles le siège de l'Union africaine à Addis-Abeba a été choisi pour tenir cette réunion.

Toutefois, plusieurs sources indiquent que le véritable travail, entre tous les interlocuteurs, devrait débuter ce mardi.

Il s'agira très probablement de revoir la composition du gouvernement, de trouver un terrain d'entente afin que tous les mouvements armés s'en satisfassent.

L'ensemble des 14 milices est représenté à Addis-Abeba confirme l'UA, de quoi faire espérer que le huitième accord de paix signé en 5 ans, soit le bon.

Un accord soutenu par l'ONU et la Communauté des Etats de l'Afrique centrale.

TUNISIE:

Tenue de la 40^e réunion du conseil des Administrations Portuaires du Nord de l'Afrique (UAPNA) à Tunis

La 40^e réunion du conseil des Administrations Portuaires du Nord de l'Afrique (UAPNA), s'est tenue lundi à Tunis en présence de la présidente de l'Union des Administrations Portuaires du Nord de l'Afrique (UAPNA), Nadia Al Iraki, selon des médias locaux.

Intervenant, au cours de cette réunion, Mme.

Al Iraki a souligné que la révolution informatique, notamment l'utilisation des nouvelles technologies de la communication a permis de relever les défis que traverse le secteur portuaire.

Elle a ajouté que le choix du thème de cette réunion «numérisation des ports commerciaux, défis du présent et du

futur» traduit la conscience de l'UAPNA de la nécessité de s'adapter à la révolution numérique.

Mme. Al Iraki a appelé, également, à une nouvelle vision pour le développement des ports afin de leur permettre de devenir des espaces à forte valeur ajoutée. Pour sa part, le directeur général de l'Office de la Marine Marchande et des Ports (OMMP), Sami Battikh a souligné que les travaux du conseil d'administration de l'Union des Administrations Portuaires du Nord de l'Afrique seront axés sur la numérisation des services administratifs, le guichet portuaire unique et les mécanismes de liaison des guichets portuaires uniques au niveau

de l'Union. Le directeur général du transport maritime, au ministère du transport tunisien, Youssef Ben Romdhane a, quant à lui, mis l'accent sur la nécessité de la numérisation des ports et le développement des services afin d'imposer leur présence face aux ports internationaux, au vu des changements technologiques.

Parmi les autres défis auxquels sont confrontés les ports de l'Afrique du Nord, M. Ben Romdhane a relevé l'importance de développer le domaine de la sécurité et la gestion des risques ainsi que la préservation de l'environnement via la mise en place de ports amis de l'environnement.

RD CONGO:

L'ONU appelle à la formation rapide d'un gouvernement



Les Nations unies ont exhorté lundi le nouveau président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, à former rapidement un nouveau gouvernement, en avertissant que les électeurs avaient des «attentes immenses». Proclamé vainqueur de l'élection présidentielle du 30 décembre, l'ex-opposant Félix Tshisekedi, investi en janvier, n'a toujours pas nommé de Premier ministre ni de gouvernement. Il est lié par un accord politique à son prédécesseur Joseph Kabila, dont la coalition du Front commun pour le Congo

(FCC) a conservé la majorité absolue à l'Assemblée nationale. «Il est à espérer que la nouvelle équipe gouvernementale sera bientôt installée et opérationnelle», a dit au Conseil de sécurité de l'ONU Leila Zerrougui, représentante spéciale et cheffe de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco). «Les attentes de la population congolaise sont immenses et il est crucial de ne pas la faire attendre trop longtemps, ni de la décevoir», a-t-elle ajouté.

EL-QODS OCCUPÉE: Escalade israélienne, condamnations et mises en garde palestiniennes

Les autorités israéliennes poursuivent leurs violations et agressions notamment à El-Qods occupée, suscitant condamnations et désapprobation parmi les Palestiniens notamment après la décision illégale de fermer la zone de prière de Bab al-Rahma dans l'enceinte de la mosquée Al-Aqsa.

En outre, des mises en garde contre toute tentative de modification du statu quo dans la ville sainte, ont été lancées à l'encontre d'Israël.

Un tribunal israélien a ordonné de nouveau dimanche la fermeture de Bab al-Rahma (la Porte de la Miséricorde) un grand bâtiment situé dans l'enceinte de la mosquée Al-Aqsa, dans la vieille ville d'El-Qods occupée.

Cette décision a été vivement condamnée lundi par le conseil national palestinien estimant que «les cours israéliennes font partie de l'occupation israélienne, alors toutes ses décisions sont illégales».

D'après le Conseil, les décisions des cours israéliennes «ne changeront jamais le statu quo de la ville sainte».

«Les cours israéliennes violent les résolutions de la légitimité internationale, en particulier la décision de la cour pénal internationale de 2004, qui affirmé qu'il n'est pas permis de modifier les caractéristiques démographiques de la ville d'El-Qods».

Pour sa part, la présidence palestinienne a condamné la décision du tribunal israélien la qualifiant de «nulle» et d'«illégal».

La décision, poursuit la présidence, «est contraire à toutes les résolutions internationales affirmant que la ville sainte d'El-Qods, y compris la mosquée Al-Aqsa, fait partie des territoires palestiniens occupés en 1967 et n'est pas soumise à l'autorité israélienne judiciaire».

La présidence a, en outre, tenu les autorités d'occupation «pleinement responsables de toute répercussion de cette décision israélienne dangereuse et de tout changement du statut historique et juridique à la mosquée Al-Aqsa».

Ailleurs, en Jordanie, la décision de fermer la zone de prière de Bab al-Rahma a été catégoriquement rejetée. Ainsi, le ministère jordanien des Affaires étrangères a souligné lundi dans un communiqué que la ville d'El Qods occupée, y compris la mosquée Al-Aqsa, faisait partie des territoires palestiniens occupés en 1967, et ne relevait donc pas de la justice israélienne en vertu du droit international.

Le ministère a indiqué que cette porte faisait partie intégrante de la mosquée Al Aqsa, et que l'Administration des Dotations religieuses (Waqf) était la seule entité habilitée à gérer cette mosquée conformément au droit international. Il a également rejeté toute tentative de modification du statu quo à El Qods.



Toujours en Jordanie, le parlement a appelé à l'expulsion de l'ambassadeur d'Israël, à l'issue d'une séance houleuse consacrée aux «agressions israéliennes» sur l'esplanade des Mosquées à El-Qods Est.

Stopper les violations de l'occupant et protéger les Palestiniens

Dans la foulée de la tension qui règne dans les territoires occupés, le Parlement jordanien a, par ailleurs, appelé à porter la question (palestinienne) devant le Conseil de sécurité de l'ONU pour «stopper les violations israéliennes et protéger le peuple palestinien». Pour le ministre des Affaires étrangères jordanien, Aymane al-Safadi, la ville d'El-Qods «est au-dessus de toute souveraineté et des disputes» et «toute atteinte au statut quo historique est inacceptable», tandis que le ministre des Affaires islamiques et du Waqf, Abdel-Nasser Aboul-Bassal, a affirmé qu'aucun changement ne pouvait y être opéré. Outre la décision de fermer la zone de prière de Bab al-Rahma, l'occupant israélien poursuit sa campagne d'arrestation contre les Palestiniens, dans les territoires occupés. D'après le Club du prisonnier palestinien, l'armée israélienne a pris d'assaut lundi la ville d'al-Khalil, dans le sud de la Cisjordanie occupée, avant d'arrêter le secrétaire du parti présidentiel Fatah dans la région sud et un autre Palestinien, après la perquisition et la fouille de leurs maisons. Les forces israéliennes ont envahi le village de Tuqu dans le sud de la ville de Beit-Lehm et ont perquisitionné plusieurs maisons avant d'arrêter un Palestinien, selon la même source. De plus, l'armée d'occupation a arrêté un des employés de

la commission palestinienne des Affaires des prisonniers et ex-prisonniers, dans sa maison dans la ville de Al-Eizariya, au nord de la ville d'El-Qods.

Elle a ensuite conduit vers une destination inconnue, a ajouté le Club du prisonnier palestinien.

La police israélienne a perquisitionné aussi plusieurs maisons dans la ville de Silwan, au sud de la mosquée Al-Aqsa, avant d'arrêter deux Palestiniens dans leurs maisons, a-t-il encore indiqué.

Outre les arrestations, les démolitions de constructions dans les territoires palestiniens occupés se poursuivent également: Mardi, l'agence de presse palestinienne indiquée que les bulldozers de la municipalité d'El-Qods ont détruit un bâtiment en construction dans une école située dans le camp de réfugiés 'Shufat' au nord-est de la ville sainte.

Dans ce contexte, la Ligue des Etats arabes avait appelé dimanche à une mobilisation «régionale et internationale» afin d'exhorter Israël de mettre un terme aux démolitions de maisons palestiniennes et de traduire en justice les auteurs de ces actes illégaux.

Les nouvelles mesures répressives israéliennes interviennent au moment où le Premier ministre désigné Mohammad Ashstiyeh s'efforce de former un nouveau gouvernement d'union nationale qui aura pour mission principale de «renforcer la fermeté du peuple palestinien sur son territoire face aux politiques de colonisation israéliennes, de défendre El-Qods et ses lieux saints musulmans et chrétiens à la lumière des tentatives israéliennes de changer leur statut et de construire une économie nationale forte».

VENEZUELA: Moscou et Téhéran en faveur d'un règlement de la crise

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et son homologue iranien, Mohammad Javad Zarif, se sont engagés hier à œuvrer en faveur d'un règlement de la crise vénézuélienne, ont rapporté des médias locaux. Les deux ministres ont discuté de la situation actuelle au Venezuela lors d'une conversation téléphonique à l'initiative de la partie iranienne, a annoncé le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué, ont ajouté les mêmes sources.

Ils se sont déclarés «prêts à contribuer, sur la base des principes de la Charte des Nations unies, aux efforts de la communauté internationale pour trouver une entente mutuelle entre les forces politiques responsables du Venezuela», ont poursuivi les médias locaux. «Ces efforts devraient servir à assurer la paix intérieure du Venezuela et la solution la plus rapide possible des tâches sociales et économiques urgentes», a souligné, en outre, le communiqué de la diplomatie russe. Notons que le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov, doit rencontrer mardi à Rome le représentant spécial des Etats-Unis pour le Venezuela, Elliott Abrams pour afin d'évoquer la résolution de la crise vénézuélienne.

La Russie a souligné à maintes reprises qu'elle s'opposait à l'ingérence étrangère, en particulier à une intervention armée américaine, dans les affaires intérieures du Venezuela et a appelé au dialogue entre le gouvernement et l'opposition.

Le Venezuela est en crise politique depuis janvier. Le 23 janvier, l'opposant Juan Guaido, renvoyé à la veille du poste de président de l'Assemblée nationale sur décision de la Cour suprême, s'est auto-proclamé «Président en exercice du pays» et a prêté serment devant ses partisans au cours d'une manifestation à Caracas. Les Etats-Unis et une cinquantaine d'autres pays, dont la France et l'Allemagne, l'ont reconnu comme «Président par intérim».

La Chine, la Russie, la Turquie et le Mexique ont apporté leur soutien au gouvernement en place.

Le Président Nicolas Maduro, qui a prêté serment pour son deuxième mandat le 10 janvier, a qualifié Juan Guaido de «pantin» des Etats-Unis.

CHINE: Le président Xi Jinping effectuera du 21 au 25 mars une tournée en Europe

Le président chinois, Xi Jinping, effectuera à partir de demain une tournée en Europe, où il se rendra notamment en Italie, à Monaco et en France, ont indiqué des médias locaux.

Le président chinois débutera son voyage de six jours, prévu du 21 au 26 mars par l'Italie, avant d'aller à Monaco puis en France, où il sera reçu dimanche sur la Côte d'Azur par son homologue Emmanuel Macron, ont ajouté les mêmes sources.

La tournée de Xi Jinping en Europe intervient une semaine après la présentation par l'Union européenne (UE) d'un plan visant à «rééquilibrer les relations» avec la Chine, classée comme son premier partenaire commercial. Le président chinois devrait assister durant son séjour en Italie à la signature d'un protocole d'accord validant le ralliement du pays méditerranéen au projet des «Nouvelles routes de la soie».

Lancé par Pékin en 2013, ce projet vise à améliorer la connectivité entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique.

Il prévoit notamment le financement d'infrastructures routières, ferroviaires et maritimes pour plus de 1.000 milliards de dollars. L'Italie est le premier membre du Groupe des sept (G7) à rejoindre le projet chinois. Deux autres pays européens, la Pologne et la Grèce, avaient déjà franchi le pas et font partie de cette alliance lancée par les autorités chinoises.

Dans ce contexte, le premier ministre italien, Giuseppe Conte, a affirmé, au quotidien italien, Corriere della Sera, que la collaboration avec la Chine sur ce projet est un choix de nature purement économique et commerciale, parfaitement compatible avec la position de l'Italie dans l'Alliance atlantique et dans l'UE. Pékin souhaite investir dans les ports italiens de Trieste et de Gênes (nord), qui pourraient faciliter l'accès des firmes chinoises aux marchés européens, ont indiqué des sources locales. Quant à la deuxième étape de M. Jinping, prévue à Monaco, le président chinois s'entretiendra avec le Prince Albert II durant sa visite dans la cité-Etat, la première pour un président chinois en exercice.

KAZAKHSTAN: Le président kazakh démissionne

Le président kazakh, Noursoultan Nazarbaïev, a annoncé hier sa démission, après près de 30 ans à la tête de ce pays d'Asie centrale confronté à une grogne grandissante. «J'ai pris la décision de renoncer au mandat de président», a déclaré M. Nazarbaïev, 78 ans, lors d'une allocution retransmise à la télévision. M. Nazarbaïev disposera néanmoins de pouvoirs étendus après son départ de la présidence grâce à une loi votée en 2018 et à son statut de «Père de la Nation», qui lui garantit l'immunité judiciaire et un rôle influent.

Noursoultan Nazarbaïev a pris la tête du Kazakhstan alors que le pays était encore une république soviétique en 1989, en tant que premier



secrétaire du Parti communiste, et a conservé le pouvoir après son indépendance en 1991.

Réélu à plusieurs reprises à une majorité écrasante, il n'a jamais désigné clairement de successeur.

Cette annonce intervient moins d'un mois après le limogeage du gouvernement kazakh par M. Nazarbaïev, qui lui reprochait de mauvais résultats économiques.

Le président avait ensuite promis des mesures sociales représentant plusieurs milliards d'euros pour répondre au mécontentement croissant de la population, à moins d'un an de la prochaine élection présidentielle.

BRÉSIL: Ouverture prochaine de la base d'Alcantara à des satellites américains

Le président brésilien d'extrême droite Jair Bolsonaro, en visite lundi à Washington, a signé un accord pour ouvrir une base brésilienne au lancement de satellites américains.



M. Bolsonaro, qui sera reçu mardi par Donald Trump à la Maison Blanche, n'a jamais caché son admiration pour son homologue américain. Après plus d'une décennie de présidents socialistes au Brésil, il affiche volontiers son approche favorable au milieu des affaires.

Il a signé lundi un accord avec des entreprises américaines pour permettre le lancement de satellites commerciaux depuis la base d'Alcantara, dans l'Etat septentrional de Maranhao. «Nous devrions remercier Dieu pour le récent changement d'idéologie au Brésil», a-t-il dit devant la Chambre américaine de commerce. «Nous voulons rendre au Brésil sa grandeur, tout comme Trump veut rendre sa grandeur à l'Amérique».

La base d'Alcantara est idéalement située en raison de sa proximité avec l'équateur, ce qui permet des économies de combustible de l'ordre de 30% pour les

lancements. Le Brésil, qui est en concurrence avec Kourou, en Guyane française, espère donc emporter une tranche du précieux marché des lancements. Mais l'accord doit encore être approuvé par le Congrès brésilien, qui avait bloqué un engagement similaire de l'ancien président Fernando Henrique Cardoso au motif que le Brésil perdrait de sa souveraineté face aux Etats-Unis. Les espoirs du Brésil pour Alcantara avaient connu un revers en 2003, lors de l'explosion d'un lanceur de satellites sur la base, qui avait tué 21 personnes et détruit une partie des installations. L'ancien président de gauche Luis Inacio Lula da Silva avait signé un accord avec l'Ukraine pour l'utilisation de la base d'Alcantara, mais le Brésil y avait ensuite mis fin en citant des développements économiques et technologiques. M. Bolsonaro, dont les liens étroits avec le milieu des affaires

suscitent l'inquiétude des écologistes, a dit espérer d'autres investissements américains. «Dans différents domaines, les minerais, l'agriculture, la biodiversité - nous avons une immense biodiversité en Amazonie -, nous aimerions beaucoup avoir un partenariat avec ce pays que j'admire», a-t-il dit en référence aux Etats-Unis. M. Bolsonaro a aussi évoqué le Venezuela, qui doit figurer parmi les principaux sujets de l'entretien qu'il aura mardi avec M. Trump. «Nous devons libérer la nation vénézuélienne. C'est pourquoi nous comptons sur les Etats-Unis pour atteindre cet objectif», a-t-il dit. Les Etats-Unis, qui exigent le départ du pouvoir du chef de l'Etat vénézuélien Nicolas Maduro, sont à la tête des quelque 50 pays, dont le Brésil, ayant reconnu l'opposant Juan Guaido, président du Parlement, après qu'il s'est auto-proclamé président par intérim.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Laghouat
Direction de la culture

- Le numéro d'identification fiscale NIF DIRECTION DE LA
CULTURE 099203015035927
Rue Sasi boulafaa Laghouat

Avis d'attribution provisoire N 07/2019

Conformément à la disposition de l'article 49 du décret présidentiel N 15/247 du 16/09/2015 portant la réglementation des marches publiques, la Direction de la culture Wilaya de Laghouat Informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Avis d'appel d'offres national avec exigence de capacité minimale parus dans le presse écrite **المحور** du 06/01/2019 et DK NEWS du 06/01/2019 pour Réalisation et équipement d'un théâtre régional Lot n°10: Décoration de la façade principale du théâtre +plaque extérieure
Après l'évaluation des offres techniques et financières, le marché est attribué provisoirement à :

Désignation	Fournisseur	Montant du soumissionnaire en TTC	Montant Après correction en TTC	N° Identification Fiscale	Délai	Note
Lot n°10: Décoration de la façade principale du théâtre +plaque extérieure	Dassaa rachid	37 749 180.00	37 749 180.00	1963160202065534	06 MOIS	75 points

Observation : pour les soumissionnaires, intéressés de se rapprocher de service, au plus tard 03 trois jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

Les soumissionnaires qui contestent le choix opéré peuvent introduire un recours dans un délai de 10 jours à compter de la première parution de l'Avis d'attribution provisoire auprès du comité des marchés de wilaya.

DK NEWS

Anep : 1916006633 du 20/03/2019

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة السكن والعمران والمدينة

OFFICE DE PROMOTION
ET DE GESTION
IMMOBILIERE
DE BECHAR



ديوان الترقية والتسيير
العقاري بشار

REF: OPGI/DGI/513/2019.

N.I.F: 099908094224518

LE DEUXIÈME AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITÉS MINIMALES N°:...../2019

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Béchar, lance un deuxième avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales pour la réalisation des travaux des 28/60/2500 logements publics locatifs du programme quinquennal 2010-2014 (2ème Tranche 2011) de typologie individuel à la commune d'Erg Ferradj wilaya de Béchar.

Le présent deuxième avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales concerne tous candidats soumissionnaires ayant un certificat de qualification et de classification professionnelle principal en Bâtiment catégories Deux (II) et plus en cours de validité jusqu'à la date de fin de validité des offres.

Le retrait du cahier des charges auprès de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière (Département finance et comptabilité), contre le paiement de Cinq mille dinars (5000,00 DA). Les soumissionnaires devront déposer leurs offres accompagnées des pièces justificatives requises par la réglementation en vigueur à :

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Béchar
Route de Lahmar, à côté de la protection civile - Béchar,

Les offres comprenant les pièces et les documents exigés dans le cahier des charges devront être scindées en trois (03) enveloppes:

- * Un dossier candidature comprenant des documents requis par le cahier des charges.
- * Une offre technique comprenant des documents requis par le cahier des charges.
- * Une offre financière comprenant des documents requis par le cahier des charges.

Les trois (03) dossiers doivent être présentés sous pli séparés cachetés indiquant la mention «dossier de candidature», «l'offre technique» et «l'offre financière» et introduites dans une enveloppe extérieure cachetée anonyme ne portant que la mention suivante :

Soumission à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres.

**Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales N° :/2019
La réalisation des travaux des 28/60/2500 logements publics locatifs du programme quinquennal 2010-2014**

(2ème Tranche 2011) de typologie individuel à la commune d'Erg Ferradj wilaya de Béchar.

La date de dépôt des offres est fixé à Vingt et Un (21) jours et ceci à (12H00) à partir de la date de signature de première parution du présent deuxième avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales dans les quotidiens nationaux ou de BOMOP, si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la date limite de dépôts est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu au siège de l'O.P.G.I à l'adresse sus-indiquée, le même jour correspondant à la date limite de dépôt des offres à 14h00.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour une durée de Cent Onze (111) jour, à compter de la date de dépôt des offres.

DK NEWS

Anep : 1916006630 du 20/03/2019

UE: 2 milliards d'euros pour accélérer la mise en place du Conseil européen de l'innovation

La Commission européenne vient d'annoncer un financement de 2 milliards d'euros pour accélérer la mise en place du Conseil européen de l'innovation (CEI).

L'Europe doit approfondir sa capacité d'innovation et de prise de risques pour faire jeu égal avec ses rivaux sur un marché de plus en plus défini par les nouvelles technologies.

Dans cette optique, la mise en place d'un Conseil européen de l'innovation doit permettre à l'UE de passer des découvertes scientifiques européennes à des entreprises capables

de se développer rapidement, selon le communiqué de l'UE. Le CEI, actuellement en phase pilote, verra le jour en 2021 dans le cadre du prochain programme de l'Union européenne (UE) pour la recherche et l'innovation «Horizon Europe», précise la même source. En 2017, la Commission européenne avait lancé une phase pilote pour la création du CEI en organisant des concours afin de recenser et de financer les PME les plus innovantes d'Europe.

Depuis, 1.276 projets innovants ont déjà bénéficié d'un financement

global de 730 millions d'euros. Pour le prochain budget pluriannuel (2021-2027) de l'UE, la Commission européenne a proposé de consacrer 10 milliards d'euros au CEI dans le cadre d'«Horizon Europe», le programme de financement de la recherche et de l'innovation de l'Union européenne. Selon l'exécutif européen, l'UE contribue à hauteur de 20% aux investissements mondiaux en faveur de la recherche et du développement et produit un tiers de l'ensemble des publications scientifiques de haut niveau.

APS

ARGENTINE: Cordoba accueille le 8^e Congrès international de la langue espagnole

La ville argentine de Cordoba accueillera le 8^e Congrès international de la langue espagnole du 27 au 30 mars, avec la participation de plus de 200 écrivains, universitaires et experts du monde entier.

Ce conclave, qui aura pour thème «l'Amérique et l'avenir de la langue espagnole: culture, éducation et entrepreneuriat», fait partie d'une série de conférences internationales organisées par l'Institut Cervantes, l'Académie royale espagnole et l'Association des Académies de langue espagnole.

Ce congrès, dont l'ouverture sera marquée par la présence du président argentin Mauricio Macri et du Roi d'Espagne Felipe VI, enregistrera la participation de spécialistes du monde hispanophone, ainsi que de membres d'académies espagnoles, de présidents d'universités, de professeurs universitaires, d'éditeurs, de professionnels des médias, de traducteurs et d'hommes d'affaires.

Les participants à la conférence débattront de divers thématiques dont «L'espagnol, langue mondiale», «langue et littérature», «défis de la langue espagnole dans l'éducation au XXI^e siècle», «l'espagnol et la révolution numérique» et «la compétitivité de l'espagnol en tant que langue de l'innovation et de l'entrepreneuriat».

D'autres sujets seront au menu de ce conclave mondial tels que l'avenir de l'espagnol dans le monde ibéro-américain, la valeur économique de l'espagnol, les défis des industries culturelles, le tourisme linguistique, la traduction et l'enseignement de la langue et de la littérature



espagnole. Au programme de cette 8^e Conférence de la langue espagnole figurent également des hommages à Victor García de la Concha, ancien directeur de l'Académie royale espagnole (1998-2010) et de l'Institut Cervantes (2012-2017), du musicien espagnol Manuel de Falla en plus de tables-rondes sur les relations culturelles entre l'Amérique et l'Espagne

lors du dernier siècle et d'autres activités culturelles et sociales.

Les précédentes éditions versions de la conférence avaient été organisées à Valladolid (Espagne, 2001), Rozario (Argentine, 2004), Carthagène des Indes (Colombie, 2007), Valparaiso (Chile, 2010), Panama City (2013) et San Juan (Porto Rico, 2016).

KHENCHELA : Mise en service de la bibliothèque centrale de lecture publique

La bibliothèque centrale de lecture publique de la ville de Khenchela a été inaugurée hier à l'occasion du 57^e anniversaire de la fête de la Victoire. La cérémonie de mise en service de cet édifice culturel, d'un coût d'environ 210 millions de dinars, a été présidée par le chef de l'exécutif local, Kamel Nouicer.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de la bibliothèque centrale de lecture publique de Khenchela, Nadir Boutrid a affirmé que l'ensemble du staff bibliothécaire

s'est donné le défi "d'atteindre les 10 000 adhérents au cours de l'année 2019", assurant que tout a été mis en œuvre pour faciliter l'adhésion à ce lieu culturel et mettre à la disposition du public "un service et un fonds documentaire de qualité".

Il a en ce sens affirmé qu'un montant de 10 millions de dinars a été dévolu à l'acquisition de près de 2000 ouvrages dans différentes spécialités pour répondre aux aspirations plurielles des lecteurs.

Cet édifice culturel comprend plusieurs commodités dont une salle de conférences de 192 places, un espace consacré à la lecture en braille, équipé en moyens technologiques modernes nécessaires, une salle destinée aux enfants, des points de stockage de livres d'une capacité de plus de 500.000 ouvrages, un hall d'exposition, une salle de lecture collective (500 lecteurs), une médiathèque ainsi qu'un espace internet totalisant 30 micro-ordinateurs, a fait savoir le même respon-

sable. Par ailleurs cette bibliothèque disposera "très prochainement" d'un laboratoire de langues et d'un atelier d'audiovisuel destiné aux jeunes désireux de se former aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, a-t-il ajouté. Il est à noter que la bibliothèque centrale de lecture publique de la ville de Khenchela a été éternée avec la 7^e édition du séminaire national "Les Aurès à travers l'histoire" qui se poursuivra jusqu'à jeudi.

RELIZANE : Ouverture du 7^e Colloque international du soufisme

Les travaux du 7^e colloque international sur le soufisme, placé sous le thème «Education spirituelle et défis de la mondialisation», ont débuté hier à Relizane avec la participation d'hommes de culte et de chercheurs de différentes wilayas du pays et de l'étranger.

«Le 21^e siècle est l'ère de la globalisation et de l'émergence de nouvelles connaissances et de nouvelles valeurs, choses qui nous imposent de différents modes de vivre ensemble», a déclaré le chargé de la direction de la Culture islamique au ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, Omar Bafouloulou, à l'ouverture de cette rencontre.

Le responsable a évoqué les grandes mutations que connaît l'humanité comme l'apparition de nouvelles technologies, la facilité de transfert d'idées, la rapidité de la communication, la vulgarisation et la simplification des connaissances.

«Ces bouleversements imposent une refonte de la politique éducative, la modernisation des moyens didactiques, des méthodologies et des moyens d'enseignement. Il est important de renouveler le discours re-

ligieux pour s'adapter à la période actuelle», a-t-il estimé.

Dans ce contexte, le représentant du ministère des Affaires religieuses a salué le rôle du soufisme et l'apport de ses adeptes à travers l'histoire. «Les mouvements soufis sont un espace spirituel et contribuent dans la stabilité sociale et dans la préservation du référent religieux national», a-t-il relevé.

Les participants débattront, lors de cette rencontre, différents axes dont «L'éducation spirituelle dans les textes religieux et les documents scientifiques», «Les valeurs spirituelles dans la pensée soufie», «La mondialisation, ses dimensions positives et ses effets néfastes pour les sociétés».

D'autres thèmes : «Mécanismes et des moyens pour renforcer la culture de la fraternité, la cohésion et la solidarité sociale dans le sillage de la mondialisation», «Moyens de renforcement des constantes et préservation des éléments d'identité devant les enjeux de la mondialisation», seront également abordés.

Initié par le ministère des Affaires reli-



gieuses et des Wakfs ainsi que par la wilaya de Relizane, ce colloque vise à traiter la problématique de l'éducation spirituelle face aux enjeux de la mondialisation, à mettre en exergue le rôle des institutions religieuses dans la diffusion et le renforcement des valeurs spirituelles ainsi qu'à faire face

NORVÈGE Le prix Abel de mathématiques attribué à une femme pour la 1^{ère} fois



Le prix Abel de mathématiques a récompensé pour la première fois mardi une femme, l'Américaine Karen Uhlenbeck, spécialiste des équations aux dérivées partielles, a annoncé l'Académie norvégienne des Sciences et Lettres.

«Karen Uhlenbeck reçoit le prix Abel 2019 pour son travail fondamental dans l'analyse géométrique et la théorie de jauge qui a radicalement modifié le paysage mathématique», a déclaré le président du comité Abel, Hans Munthe-Kaas.

«Ses théories ont révolutionné notre compréhension des surfaces minimales, telles que celles formées par des bulles de savon, et des problèmes de minimisation plus généraux en dimension supérieure», a-t-il fait valoir dans un communiqué.

Agée de 76 ans, Karen Uhlenbeck est maître de recherche universitaire invitée à l'Université de Princeton ainsi que professeure associée à l'Institut for Advanced Study (IAS), aux Etats-Unis. Elle «a élaboré des outils et des méthodes d'analyse globale «qui font dorénavant partie de la boîte à outils de tout géomètre et analyste», a souligné l'Académie norvégienne des Sciences et Lettres. Elle est également une figure de proue de l'égalité des sexes en sciences et en mathématiques.

Il s'agit de la première femme à recevoir le prix Abel, créé en 2003 par le gouvernement norvégien avec l'objectif de combler l'absence de prix Nobel de mathématiques. Il porte le nom d'un mathématicien norvégien, Niels Henrik Abel (1802-1829). Doté de 6 millions de couronnes (620.000 euros), c'est l'une des plus prestigieuses distinctions au monde dans le domaine des mathématiques avec la médaille Fields, attribuée tous les quatre ans.

aux discours haineux, selon les organisateurs. La cérémonie d'ouverture de ce colloque de deux jours s'est déroulée en présence du président du Haut conseil de la langue arabe, Salah Belaid, des autorités locales, d'hommes de culte et des zaouïas, entre autres.

Programme de la soirée

TF1 21:00

Grey's Anatomy
Réalisateur : Michael W. Watkins
Avec : Ellen Pompeo, James Pickens Jr



Karev prend ses fonctions en tant que chef intérimaire de la chirurgie. Rapidement, le médecin approuve ses premières dépenses au bénéfice de Link, le nouveau spécialiste orthopédique. Bailey, quant à elle, essaie de s'habituer à avoir l'esprit plus léger. Par ailleurs, Owen, Link et Webber prennent en charge des élèves et leur professeur qui se sont blessés avec une scie. Maggie apprend que Jackson s'est absenté de l'hôpital sans la tenir informée.

France 2 21:05

Un homme parfait

Réalisateur : Didier Bivel
Avec : Odile Vuillemin, Loïc Corbery



Maxime, mari aimant et père attentionné, menant une carrière fulgurante après de brillantes études, est un homme à qui tout réussit. Mais un jour, sa fille Claire dénonce des agissements incestueux à sa mère, la suppliant de la protéger. Daphné peine à la croire. Amoureuse de Maxime, elle refuse d'entendre de telles ignominies. Pourtant, peu à peu, ses soupçons se confirment et les faits la poussent à réagir. Malheureusement, il est trop tard. Derrière cette façade d'homme irréprochable, Maxime manipule la police et la justice...

France 3 21:05

Des racines et des ailes



Dans le Finistère, Nicolas Duverger se bat pour maintenir la vitalité des petites cités de caractère comme Pont-Croix et Névez. Dans les Côtes-d'Armor, Bréhat accueille de jeunes artisans tels que Stéphane Neumager qui a repris les rênes des verreries de l'île. Cette entreprise renommée exporte ses créations dans le monde entier. Dans le Kreiz Breizh, au centre de la Bretagne, les habitants innovent pour redynamiser leur village. A Trémargat, ils ont réussi à attirer de jeunes agriculteurs. A Lanrivain, l'école a été sauvée en devenant bilingue français-breton. Au Festival interceltique de Lorient, rencontre avec le bagad Bourbriac (Boulvriag, en breton) et avec ses musiciens passionnés.

CANAL+ 21:05

Le jour de mon retour

Réalisateur : James Marsh
Avec : Colin Firth, Rachel Weisz



En 1967, lors d'un salon nautique britannique, sir Francis Chichester, détenteur d'un record de tour du globe en solitaire, annonce que le Sunday Times est sur le point de dévoiler tous les aspects d'une prochaine course en solitaire, sans escale, dotée d'un prix fabuleux. Un an plus tard, Donald Crowhurst, inventeur endetté d'un radiocompas, décide de participer à cette course. Malgré les nombreuses objections de son épouse Clare, Donald s'entête et décide de faire construire le navire qui lui permettra de prendre la mer.

6 21:00

Top chef



Les sept candidats encore en compétition doivent réaliser leur mets signature, qui sera dégusté par cinq inspecteurs du fameux «Guide Michelin». Pour rester anonymes, ces derniers sont représentés par leur directeur, Gwendal Poulennec. Puis, le grand chef Yannick Alléno chapeaute une nouvelle épreuve, demandant aux participants d'imaginer un plat monochrome. Enfin, pour la première fois, les toques Hélène Darroze, Philippe Etcheberry, Michel Sarrau et Jean-François Piège ne connaîtront pas l'identité des cuisiniers qui joueront leur place en dernière chance.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2120

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

Two interconnected 9x9 Sudoku grids for the 'Samourai-Sudoku' puzzle. The grids are partially filled with numbers, and some cells are empty for the player to solve.



"Tout ce qui augmente la liberté augmente la responsabilité."

Victor Hugo

Mots croisés n°2120

- Horizontalement :**
- Pêcheuse d'écrevisses en eau trouble
 - Extirpes les yeux superflus
 - Repas entre disciples - Quatrième partie du jour - Note de clé
 - Marque d'infinitif - Argot très british - Coup de baguette
 - Snifer - Elle voulait la pomme et eut les pépins
 - Mesure avant remplissage - Objet parfois défensif
 - Sans accent - Mesquin
 - Courberaient
 - Règle d'état - Distend - Le numéro 58
 - Porteur de géniteur - Pas détendus du tout
- Verticalement :**
- Contenant qui reçoit n'importe quoi
 - Manque total de bon sens
 - Bienfaisant - Sorte d'humour
 - Terre bretonne
 - Patrie d'Abraham - Peu fidèle
 - Complètement inculte - Belle période pour hâler
 - Autre terre bretonne - Nigaud
 - Côte-à-côte - Vice réhibitoire
 - Épine de rose - Fluctuer
 - Début de compte - Archipel danois
 - Séparé du reste - Pas très important
 - Agents de liaison

A 10x10 grid for a crossword puzzle. Some cells are shaded black, indicating they are not to be filled with letters. The grid is labeled with letters A through L across the top and numbers 1 through 10 along the sides.



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°820

amours du pays grands compas	nation railleries	méditent vraiment peu	vieux journaux chien de chasse	plaça	assommeront tragedie au Japon	chute d'eau gelée allongée
rôdez				ridicule		
rouspètera				bonnes pommes		
bien dans le coup		très visible			accord du Nord rapport ce cercle	
gaieté		diffusées			naturelle	
modéren					foyer	
hallucination						support de quille incontes-table
				favorisé		
				fin de verbe		
vêtement de pluie	paysage montrai			propriétés va trop loin		attrapé
				jeune danseuse se figera (se)		
anneaux marins montre son culot				léger		
				démonstratif		se ridera (se)
		incriminé				sélection
		voies du sang				bonne copine
lestes	arbres de fraîcheur fauves tachetés			siège de société		crack
				portier		quatre saisons
				préposition arçon du chimiste		
risquera un œil ami du milieu				fabriques massues de base-ball		support de voile sainte réduite
						grasses
		route de satellite				posses-sif
		copie				distingué
grande capitale régle-ments				enzyme		abject
				siège musical		femme du rajah
						caractère nordique roue de poulie
ancienne ONU	déquetera					coordi-nation c'est le thulium
	à poil	explore				
					parmi	
fiable				envoias au loin		

Solution

Sudoku n°2119

8	3	2	4	5	6	1	7	9
6	7	9	2	3	1	8	4	6
1	6	4	7	9	8	5	3	2
7	9	5	6	2	4	3	1	8
2	4	1	9	8	3	7	6	5
6	8	3	1	7	5	2	9	4
9	1	8	3	6	2	4	5	7
4	2	7	5	1	9	6	8	3
3	5	6	8	4	7	9	2	1
7	4	6	1	3	5	8	9	2
5	1	9	2	4	8	3	6	7
8	3	2	6	9	7	5	1	4
8	5	7	3	9	1	2	6	4
2	9	1	5	4	6	3	7	8
6	4	3	7	2	8	1	9	5
4	8	6	4	3	2	7	1	9
7	1	5	8	5	9	4	2	3
3	2	9	1	7	4	8	6	5
1	7	8	9	6	3	5	4	2
9	3	4	2	1	5	6	8	7
5	6	2	4	8	7	9	3	1

Mots Croisés n°2119

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	R	A	B	O	U	I	L	L	E	U	S	E
2	E	B	O	U	R	G	E	O	N	N	E	S
3	C	E	N	E	N	O	N	E	U	T		
4	E	R	S	L	A	N	G	E	F	L	A	
5	P	R	I	S	E	R	E	V	E	F		
6	T	A	R	A	G	E	S	A	R	M	E	
7	A	T	O	N	E	E	T	R	O	I	T	
8	C	I	N	T	R	E	R	A	I	E	N	T
9	L	O	I	E	T	I	R	E	C	E		
10	E	N	E	E	E	N	E	R	V	E	S	

Grille géante n°820

•	P	•	E	•	P	•	G	•	C	•	E	•	G
•	M	•	A	•	T	•	R	•	E	•	S	•	E
•	T	•	R	•	O	•	T	•	A	•	I	•	E
•	P	•	R	•	O	•	N	•	E	•	S	•	T
•	J	•	O	•	I	•	E	•	N	•	E	•	R
•	V	•	I	•	S	•	I	•	M	•	P	•	O
•	I	•	M	•	P	•	E	•	R	•	E	•	R
•	O	•	S	•	E	•	S	•	A	•	C	•	E
•	S	•	A	•	U	•	L	•	E	•	S	•	A
•	A	•	L	•	E	•	T	•	E	•	R	•	A
•	P	•	O	•	T	•	A	•	R	•	B	•	A
•	P	•	A	•	I	•	E	•	M	•	E	•	N
•	S	•	D	•	N	•	S	•	I	•	A	•	T
•	S	•	U	•	R	•	E	•	S	•	A	•	I

VOILE:

La sélection algérienne «Optimist» en lice au championnat tunisien de printemps

La sélection algérienne de voile prendra part au championnat tunisien de printemps, spécialité «Optimist», prévu du 20 au 23 mars 2019, à Djerba. a-t-on appris hier de la fédération algérienne de la discipline (FAV). L'objectif de la participation de l'élite nationale dans cette spécialité, qui concerne les U15, est «de faire une bonne préparation en prévision du Championnat arabe qui se tiendra juin prochain en Egypte», a indiqué à l'APS, le DEN par intérim Redouane Abbas.

Avant le championnat tunisien, l'équipe nationale a effectué un stage de cinq jours (13-18 mars) à l'Ecole Nationale des Sports Aquatiques et Subaquatiques de Bordj El-Bahri (Alger), avec six véliplanistes dont deux filles.

Les noms des athlètes:

- Yanis Amriche (Sporting Casbah)
 - Nazim El Saïdi (Sahel Nautique El Biar)
 - Nassim Abbas (JSM Marsa)
 - Abdelhakim Benchema (CN Tipasa)
 - Sofia Ourabeh (AN Alger-Plage)
 - Niaama Laalouï (CN Tipasa)
- Entraîneur: Karim Boukerrouche

CYCLISME / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE : Médaille de bronze pour Islam Mansouri

Le cycliste algérien, Islam Mansouri, a remporté la médaille de bronze du contre-la-montre individuel (U-23) des championnats d'Afrique qui se déroulent du 15 au 20 mars dans la ville de Bahir Dar (Éthiopie), a indiqué samedi la Fédération algérienne de la discipline (FAC).

Mardi, la sélection nationale seniors sera en lice sur la course en ligne, longue de 174 km. La sélection algérienne est composée de huit cyclistes, en l'occurrence : Azzedine Lagab, Youcef Reguigui, Abderrahmane Mansouri, Abderaouf Bengayou, Abdellah Benyoucef, Yacine Hamza, Nacim Saïdi et Islam Mansouri, sous la direction du coach national Chérif Merabet.

PENCAK SILAT : Le 2^e tournoi national à la salle OMS à Ouled Chebel (Birtouta) vendredi et samedi

La salle OMS d'Ouled Chebel «Boualem Bouhadja» de Birtouta abrite vendredi et samedi prochain le tournoi national de Pencak Silat toutes catégories (messieurs et dames), a-t-on appris hier de la Fédération algérienne des arts martiaux (FAAM).

Cette compétition qui s'inscrit dans le cadre de l'application du plan d'action annuel de l'instance fédérale, est la seconde après celle de Boumerdes en février dernier. Le Pencak Silat, prononcé «peunetchak-silate», est un art martial puisant ses origines dans le monde malais (Indonésie, Malaisie, Singapour et Brunei).

Parmi les spécificités du Pencak Silat, on trouve l'existence de formes dansées, appelées bunga ou kembang «fleur» dans certaines régions malaises, et ibing penca à Java Ouest. Elles sont accompagnées d'une musique exécutée avec des instruments comme des tambours, des gongs et autres métallophones, un hautbois et parfois une cithare et une flûte.

Le Silat est pratiqué avec des armes ou à mains nues. En général, les écoles développent des séries d'enchaînements de mouvements codifiés appelés «Jurus», qui comporte un vaste répertoire d'attaques, parades et d'esquives. Au niveau international, la Fédération indonésienne et la Fédération internationale Persilat (IPSF) se sont efforcées de développer le Pencak Silat comme sport, en introduisant des règles limitant considérablement le nombre de techniques employées. La pratique du Pencak Silat se fait sans gants ni casque de protection, car les coups au visage sont interdits. Les athlètes portent cependant un gilet, semblable à celui des taekwondoïstes, pour amortir le choc des coups portés au torse. Environ 50 millions d'Indonésiens pratiquent le Pencak Silat, où il a commencé à s'étendre à partir du 14^e siècle, sous le règne de sultans musulmans. Lancé en Algérie en 2014, sa pratique est répandue dans 12 wilayas, dont les plus importantes sont El-Oued, Illizi, Jijel, Khenchela, Batna, Djelfa, Blida et Alger.

APS

JEUX OLYMPIQUE DE 2020 : Takeda : «Ma démission n'a rien à voir avec l'affaire judiciaire en cours»

Le président du Comité olympique japonais Tsunekazu Takeda, mis en examen par la justice française dans une affaire de «corruption active», a présenté sa démission, en niant cependant que sa décision ait un quelconque lien avec l'affaire judiciaire en cours.

«Ma décision n'a rien à voir avec l'enquête en cours. J'y réfléchissais depuis quelque temps déjà, en raison notamment de la limite d'âge», a déclaré l'homme de 71 ans devant la presse à Tokyo. Takeda, qui préside l'instance olympique japonaise depuis 2001, espérait initialement pouvoir rester jusqu'aux prochaines Olympiades, prévus l'été 2020 à Tokyo, mais il se trouvait sous pression depuis l'annonce en janvier de sa mise en cause par les enquêteurs français. Il quitte également le Comité international olympique (CIO).

«Je n'ai commis aucune irrégularité», a-t-il répété mardi. «Je ne peux rien dire sur le fond, car les investigations sont en cours». Quelques minutes plus tôt, il était apparu affecté devant les autres membres du Comité. Il a fait part de son départ après une réunion ordinaire d'environ une heure et demie, une annonce qui cependant n'avait surpris personne, car sa décision avait largement été éventée dans les médias.

«Tokyo a été choisi grâce aux efforts de tous et les préparatifs avan-

cent comme il faut», mais il est temps de passer le relais aux nouvelles générations «à l'approche des JO», a-t-il déclaré, ajoutant que désormais, c'est «une nouvelle ère qui s'ouvre». D'après les médias, plusieurs candidats sont en lice pour le remplacer, dont l'ex-champion olympique de judo Yasuhiro Yamashita, déjà membre très actif du comité.

Takeda est soupçonné par le juge français Renaud Van Ruymbeke d'avoir autorisé deux versements suspects, en juillet et octobre 2013, pour obtenir «des votes favorables de membres du Comité international olympique» (CIO) lors de l'attribution des JO à Tokyo, le 7 septembre 2013. Depuis que sa mise en examen a été révélée, il a limité les apparitions publiques. Il a même dû annuler certains déplacements et avait refusé lors d'une conférence de presse d'à peine 7 minutes le 15 janvier à Tokyo de répondre aux questions des journalistes, se contentant de lire un texte où il réfutait les accusations portées à



son entourage. Selon les éléments de l'information judiciaire française, les deux versements représentant 2,8 millions de dollars singapouriens (1,8 million d'euros au cours actuel) ont atterri sur le compte d'une société totalement inconnue, Black Tidings, sous le libellé «Tokyo 2020 Olympic Game Bid», officiellement pour rémunérer des opérations de conseil.

Or cette firme est proche de Papa Massata Diack, fils de l'influent Sénégalais Lamine Diack, ancien patron de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF), au carrefour de plusieurs enquêtes pour corruption dans le sport.

Dans ces affaires, la compétence de la justice française s'explique notamment par le fait

que des fonds ont pu être blanchis dans l'Hexagone. Takeda avait donné sa version aux juges d'instruction le 10 décembre 2018, lors d'une audition à Paris, au cours de laquelle lui a été signifiée sa mise en examen.

«Je ne connaissais pas Papa Massata Diack. Je n'ai jamais eu de conversation avec lui et j'ignore tout de lui», a insisté l'ancien cavalier olympique, selon le procès-verbal de son interrogatoire.

Il a dit n'avoir fait que signer les ordres de conversation sur la base d'explications de ses collaborateurs sur la nécessité de recourir aux services de Black Tidings, dirigée par un certain Mr Tan, au sujet duquel Mr Takeda dit tout ignorer. L'enquête est actuellement en cours.

M'SILA :

Mobilisation de 111 millions de dinars pour la réalisation de 11 terrains de proximité

Une enveloppe financière de 111 millions de dinars a été allouée, au titre de cette année pour le financement de onze (11) projets de réalisation de terrains de proximité en gazon synthétique à M'sila, a-t-on appris hier de la direction de l'administration locale de wilaya.

Cette somme puisée du fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales servira à réal-

iser 11 terrains de proximité réparties sur huit (8) communes de la wilaya, au chef lieu et dans les communes de Boussaada et Sidi Aissa, a précisé la même source. Ces terrains seront implantés aux côtés des structures sportives, les complexes sportifs de proximité (CSP) notamment pour œuvrer à les préserver a-t-on ajouté de même source, soulignant que la wilaya vise a tra-

vers ces structures à encourager la pratique des sports collectifs, le football particulièrement et offrir un plan de charge pour les entreprises spécialisées dans ce domaine. La wilaya de M'sila a réalisé au cours des deux dernières années 20 terrains de proximité dans 15 communes, mobilisant 220 millions de dinars, rappelle-t-on.

TENNIS / TOURNOI MAGIC TOURS - QUALIFICATIONS : L'Algérien Nazim Makhlouf éliminé au deuxième tour

Le tennisman algérien Nazim Makhlouf a été éliminé lundi soir du tournoi international «Magic Tours», qui se déroule du 18 au 24 mars courant sur les courts en terre battue de Tabarka (Tunisie), après sa défaite par deux sets à un contre le Russe Ivan Davydov.

L'Algérien de 22 ans avait bien démarré ce match, remportant le premier set (6-3) avant de subir un retour tonitruant du Russe, tête de série N1 de ce tableau des qualifications, ayant commencé par remporter le deuxième set (6-1), avant d'assurer sa qualification au tie-

break (10-6). Une déception pour Makhlouf (1195^e mondial), qui avait atteint le tableau final dans un précédent tournoi international à Tabarka (4-10 mars) et qui espérait faire mieux dans ce deuxième tournoi. Au premier tour, disputé lundi matin, l'Algérien avait dominé un

jeune Autrichien de 19 ans, Pietro Pirlot, sur le score de (6-0, 6-0). Doté d'un prize-money de 15.000 USD, la compétition a drainé la participation de certains joueurs relativement bien classés sur le plan mondial, notamment le Français Arthur Rinderknech (416^e).

HANDBALL : Le Danois Mikkel Hansen élu meilleur joueur 2018

L'arrière danois du Paris SG Mikkel Hansen (31 ans) a été élu meilleur handballeur de l'année 2018, décrochant pour la troisième fois de sa carrière la distinction, a annoncé lundi la Fédération internationale de handball (IHF).

Chez les dames, l'arrière roumaine Cristina Neagu, qui évolue à Bucarest, a décroché la consécration pour la 4e fois après 2010, 2014 et 2015. Elle a permis à la Roumanie de se hisser en demi-finale de l'Euro-2018 en décembre, mais s'est blessée au genou droit juste avant le dernier carré.

Hansen a mené le Danemark à son premier titre de champion du monde il y a deux mois, à domicile. Il avait déjà été sacré meilleur joueur du monde en 2011 et 2015. Il est le deuxième joueur à remporter la récompense à trois reprises, après son coéquipier au PSG, Nikola Karabatic (2007, 2014 et 2016).



NATATION : Décès à 26 ans du nageur de Hong Kong Kenneth To



Le nageur de Hong Kong Kenneth To est décédé subitement à l'âge de 26 ans après un malaise dans les vestiaires lors d'un camp d'entraînement en Floride, a annoncé hier l'Institut des sports de Hong Kong. Selon cette source, Kenneth To, membre de l'équipe d'Australie avant de passer sous les couleurs de son Hong Kong natal, effectuait un stage de trois mois à l'Université de Floride. "Il (To) s'est senti mal lors d'une séance d'entraînement et a été transporté à l'hôpital où, hélas, il est décédé", a indiqué dans un communiqué l'Insti-

tut "profondément choqué et attristé" par la nouvelle. "Faites que la douleur n'existe pas au paradis... RIP", a écrit sur les réseaux sociaux chinois le multiple champion olympique Sun Yang qui a été coéquipier avec To dans le relais 4x100m des Jeux de Chine 2017. Dans sa carrière, To a remporté l'or du relais 4x100m aux Jeux du Commonwealth 2014 et l'argent mondial du relais 4x100m 4 nages en 2013 avec l'équipe d'Australie, pays où il a grandi avant de passer en 2016 sous les couleurs de Hong Kong.

MONDIAL 2023 (FÉMININ): L'Afrique du Sud parmi les pays intéressés par l'organisation du tournoi

La Fédération sud-africaine de football (SAFA) est intéressée par l'organisation l'édition de 2023 de la Coupe du Monde (féminin), rapportait hier la presse africaine. Outre l'Afrique du Sud, la liste des pays candidats intéressés par l'organisation de

ce tournoi dévoilé, mardi par la FIFA comprend l'Argentine, l'Australie, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, la Corée du Sud, le Japon et la Nouvelle-Zélande, ajoute la même source.

Après avoir accueilli la première Coupe du monde mas-

culine de l'histoire sur le sol africain en 2010, l'Afrique du Sud espère bénéficier de cette chance de réunir les meilleures sélections féminines du football mondial, en l'an 2023. " Une présentation de la procédure de candidature ainsi qu'un ac-

cord d'inscription, lequel devra être renvoyé à la FIFA d'ici au 16 avril 2019 ont été envoyés aux entités concernées", a indiqué la FIFA qui devrait ensuite désigner l'heureux élu en mars 2020.

RALLYE TOUAREG: Grave accident dans la région de Béni-Abbès

Un grave accident est survenu hier dans l'une des zones désertiques de la région de Béni-Abbès, lors de la troisième étape du rallye Touareg (Béni-Abbes/El-Ouata), a-t-on appris auprès des organisateurs. Pour le moment, aucun détail n'est fourni sur ce grave accident survenu dans une zone éloignée de l'erg occidental de la région de Béni-Abbès, a indiqué à l'APS Mahfoud Mesbah. Le pilote Algérien Abdelkader Mebarki s'est classé à la troisième place

en moto au cours de la 2ème étape de ce rallye qui est de 180 km de pistes, dunes et autres hamadas de la région de Béni-Abbès, tandis que Lotfi Ben Mansour a remporté la première place sur ce même parcours en véhicule (Car Pro) et un autre pilote algérien Mohamed Islam Sab en quad. Les résultats de la troisième étape, qui se déroule actuellement dans la région sur une distance similaire, ne seront connus que mardi soir, ont fait savoir les organisateurs.

Prendront part à ce rallye international 150 véhicules et motos de pilotes représentant, outre l'Algérie (pays hôte de cette manifestation), 25 nations étrangères, dont la Norvège, la Suisse, la France, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, la Turquie, la Lituanie, le Mexique, le Japon et la Grande-Bretagne. Les pilotes participent à ce Rallye à bord de quatre types de véhicules: Moto, SSV, 4x4 et Camion, sur une distance globale de 1.500 km.

VOLLEY-BALL / CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS (GR.D) : Victoire de Prisons devant Nkumba (3-1)

Le club de Prisons du Kenya s'est imposé devant Nkumba d'Ouganda sur le score de 3 sets à 1 (24-26, 27-25, 25-16, 25-22), en match comptant pour la 3e journée du groupe D du Championnat d'Afrique des clubs de volley-ball féminin, disputé lundi au Caire (Egypte).

Dans l'autre match du groupe D, les Algériennes GS Pétroliers ont enchaîné une deuxième vic-

toire consécutive, en s'imposant devant leurs homologues ivoiriennes de l'ASEC Mimosas sur le score de 3 sets à 0 (25-16, 25-18, 25-15). A l'issue de cette 3e journée, Prisons du Kenya prend la tête du groupe D avec 6 points devant le GS Pétroliers 5 points.

Exemptées de la deuxième journée, disputée dimanche, les Égyptiennes s'étaient imposées lors de la 1ère journée devant

les Égyptiennes d'Al Shams au tie-break 3-2 (25-15, 22-25, 17-25, 25-20, 15-10). Le GS Pétroliers jouera son prochain match face aux Kényanes de Prisons (mardi) avant de conclure la phase de poules face aux Ougandaïses devant Nkumba (mercredi). Les deux premiers de chaque groupe (A, B, C et D) se qualifieront aux quarts de finale.

APS



NATATION/OLY 2020: Florent Manaudou annonce son retour à la compétition

Florent Manaudou, champion olympique du 50 m nage libre aux Jeux de Londres en 2012, a annoncé dans le quotidien L'Equipe son retour à la compétition après trois années consacrées à ses autres passions, le handball et le cinéma.

«J'ai envie de reprendre la compétition. Depuis quelque temps, ça me manque et de plus en plus.

J'ai pris beaucoup de plaisir à faire les choses que j'avais envie de faire depuis longtemps. Je me suis éclaté au hand, éclaté à faire un peu de cinéma...», affirme Florent Manaudou dans une interview au journal L'Equipe qui l'a publiée dans son édition en ligne, lundi soir.

«Je me suis lancé un challenge: me relancer dans la compétition. Je veux me réentraîner, prendre du plaisir là où je n'en avais plus aux Jeux de Rio», a ajouté le vice-champion olympique de Rio-2016 sur 50 m nage libre et sur 4x100 m nage libre.

TIARET: Début du championnat national de boxe cadets

Le championnat national de boxe cadets a débuté lundi à la salle omnisports «Ahcene Ziat» de Tiaret. Ce championnat, organisé cinq jours durant par la ligue de wilaya de la boxe de Tiaret en collaboration avec la direction de la jeunesse et des sports sous l'égide de la Fédération algérienne de boxe, enregistre la participation de 274 pugilistes âgés entre 14 et 16 ans venus de 32 wilayas du pays, a indiqué le président de la ligue de wilaya de la discipline, Hamid Hocine. Cette compétition, comportant des éliminatoires et des finales dans dix catégories de poids (de 46 à plus 80 kg), est dirigée par 24 arbitres nationaux et internationaux. Ce championnat constitue une occasion pour détecter des éléments pour renforcer la sélection nationale cadette, a-t-on souligné.

CAN 2019 (6^E ET DERNIÈRE JOURNÉE) /ALGÉRIE-GAMBIE : Mise en vente à partir de mercredi de 22.000 billets au stade Mustapha-Tchaker de Blida

Quelque 22.000 tickets seront mis en vente au niveau du stade Mustapha Tchaker de Blida, à partir d'aujourd'hui, pour le compte du match qui opposera, vendredi soir, l'équipe nationale algérienne à son homologue gambienne au stade Mustapha Tchaker de Blida, pour le compte de la sixième et dernière journée des qualifications à la Coupe d'Afrique des nations CAN 2019, a-t-on appris, lundi, auprès du directeur de la jeunesse et des sports de la wilaya.

«La vente des tickets sera ouverte mercredi matin, pour se poursuivre jusqu'à jeudi, afin de permettre au plus grand nombre possible des supporters des Verts, qui ne manqueront pas de venir en masse pour soutenir leur équipe, d'avoir leurs tickets», a indiqué à l'APS Djaâfar Naâr.

Le prix du billet reste inchangé, a-t-il ajouté, signalant la disponibilité de 20.000 billets d'un prix unitaire de 300 DA, et de 2000 autres pour 500 DA l'unité (tribunes couvertes).

Le responsable n'a pas manqué de souligné le « bon état » de la pelouse du stade « soumise régulièrement à des opérations d'entretien », a-t-il assuré, outre le réaménagement des vestiaires et autres différentes commodités du stade, qui a été doté d'un éclairage de qualité supérieur, en conformité avec les normes mondiales en vigueur, selon Naâr.

A noter que la rencontre débutera à 20h45 mn, au moment où l'ouverture des portes du stade pour l'entrée des supporters n'a pas été encore fixée, a-t-il ajouté.

CHAMPIONNAT ANGLAIS (DIV.2) : Brentford fixe la clause libératoire de Benrahma

Brentford (Div.2 anglaise de football) a fixé à 30 millions d'euros la clause libératoire du milieu offensif international algérien Saïd Benrahma, auteur jusqu'à d'une saison époustouflante, rapporte lundi la presse locale.

Selon le média britannique TeamTalk, Benrahma (23 ans) intéresse Arsenal qui suit de près ses performances.

Auteur de 10 buts et 14 passes décisives en 39 matchs, la côté du joueur s'est envolée depuis son arrivée durant l'intersaison pour un contrat de quatre ans.

D'autres clubs comme Tottenham, Crystal Palace et West Ham en Angleterre ou encore le Borussia Dortmund (Allemagne) ainsi que le Milan AC (Italie) s'intéressent au profil de l'ancien joueur de l'OGC Nice (Ligue 1/ France).

Absent de l'équipe depuis sa première convocation en 2015 sous l'ère de l'ancien sélectionneur français Christian Gourcuff, Benrahma effectue son grand retour chez les Verts à l'occasion des deux prochains matchs : vendredi prochain face à la Gambie à Blida (20h45), en clôture des qualifications de la CAN-2019, et en amical face à la Tunisie le mardi 26 mars toujours à Blida (20h45).

APS

CAN-2019 (QUALIFICATIONS/ 6^E ET DERNIÈRE JOURNÉE) ALGÉRIE :

Le groupe au complet, les choses sérieuses commencent pour la Gambie

Les 26 joueurs convoqués par le sélectionneur national, Djamel Belmadi, ont rejoint lundi le centre technique national de Sidi Moussa, en vue de la réception de la Gambie, vendredi prochain au stade Mustapha-Tchaker de Blida (20h45), dans le cadre de la 6e et dernière journée (Gr.D) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019.

Pour la première séance d'entraînement, le sélectionneur national a scindé le groupe en deux. Le premier, composé des joueurs qui ont disputé des matches la veille de leur arrivée, s'est rendu au Centre National de la Médecine du Sport (CNMS) pour une séance de Cryothérapie, exposant notamment le corps à un froid extrême pour faciliter la récupération, précise la fédération algérienne (FAF) sur son site officiel, soulignant que le reste du groupe a rejoint le terrain d'entraînement.

Quatre nouveaux joueurs intègrent les rangs des Verts pour la première fois. Il s'agit de Victor Lekhal (Le Havre/France), ainsi que du trio du Paradou AC : Zakaria Naïdji, Hicham Boudaoui, et Haïthem Loucif. En revanche, le coach national n'a pas jugé utile de convoquer plusieurs cadres à l'image de Yacine



Brahimi (FC Porto), Islam Slimani (Fenerbahçe) ou encore le gardien de but Rais M'bolhi (Al-Ittifaq).

Après le rendez-vous face à la Gambie, les Verts enchaî-

neront quatre jours plus tard, avec un match amical face à la Tunisie, le mardi 26 mars à Blida (20h45). L'équipe nationale a déjà validé son billet pour la phase finale de la

CAN-2019 en Egypte (21 juin - 19 juillet), grâce à la victoire décrochée le 18 novembre dernier face au Togo à Lomé (4-1), à l'occasion de la 5e journée.

LIGUE 1/USM BEL ABBÈS :

Un mois sans compétition complique la tâche de l'équipe dans la lutte pour le maintien

L'USM Bel Abbès voit sa mission se compliquer davantage dans la course au maintien en Ligue 1 de football après s'être retrouvée contrainte de rester tout un mois sans compétition, a déploré hier son entraîneur.

Les gars de la "Mekerra", derniers au classement, devaient accueillir le NA Hussein Dey, le 25 mars courant dans le cadre de la mise à jour du championnat, avant que la partie ne soit de nouveau annulée, comme annoncé lundi par la Ligue de football professionnel.

Du coup, ils devront encore patienter jusqu'au 1er avril prochain pour renouer avec la compétition en rendant visite au MO Béjaïa, qui lutte lui aussi pour son maintien, en match comptant pour la 25e journée.

La dernière sortie officielle des Vert et Rouge remonte au 2 février dernier, lorsqu'ils avaient essuyé une sévère défaite sur le terrain du CAB Bordj Bou

Arréridj (3-1), la troisième de rang l'ayant plongé encore dans le doute.

«Ce nouveau report du match contre le NAHD chamboule complètement nos plans.

Nous nous sommes préparés depuis plusieurs jours en fonction du programme initial arrêté par la LFP et voilà que nous nous retrouvons dans l'obligation de tout revoir», déplore le coach Redouane Haffaf dans une déclaration à l'APS.

«C'est vraiment trop de rester tout au long d'un mois sans compétition, une situation qui nous pénalise davantage», a-t-il expliqué.

Néanmoins, à toute chose malheur est bon, puisque l'ajournement à une date ultérieure du match contre le NAHD conforte les chances de la participation de trois joueurs clés de l'équipe, à savoir, Tabti, Legraâ et Masmoudi, tous les trois convalescents et qui viennent de repren-

dre seuls la compétition, a encore précisé Haffaf, quatrième entraîneur à diriger l'USMBA cette saison.

Face à l'alaé des reports à répétition des rencontres du championnat, le responsable technique du détenteur de la Coupe d'Algérie, la saison passée, a programmé un nouveau match amical pour ses capés, afin de leur permettre de maintenir, un tant soit peu, leur forme compétitive.

«Nous avons prévu de donner la réplique, mercredi, au WA Tlemcen (Ligue 2), mais nous souhaitons être fixés une fois pour toute sur les dates de nos deux matchs en retard contre le NAHD et la JS Saoura, ainsi que des journées restantes», a-t-il conclu.

L'USMBA ferme la marche du classement de la Ligue 1 avec 19 points, accusant un retard de six points sur le 13e et premier non reléguable, l'O Médéa, mais compte deux matchs en moins.

TUNISIE:

Baghdad Bounedjah invité au Jubilé de Karim Haggui

L'international algérien Baghdad Bounedjah a été invité aux côtés de plusieurs stars, pour prendre part au jubilé de l'ancien international tunisien de football, Karim Haggui, prévu le 23 mars au stade olympique à Sousse, a rapporté la radio Mosaïque FM.

L'avant centre algérien, retenu dans l'effectif des 26 joueurs algériens qui préparent les matchs contre la Gambie (22 mars à Blida pour le compte de la 6e et dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations-2019) et la Tunisie, en amical le 26, devrait être aux côtés, de plusieurs noms du

football africains, provenant de 15 nationalités, à l'image de Nouredine Naybet (Maroc), Essam El Hadary, Mohamed Zidan, Hosam Ghaly et Ahmed Hassan (Egypte), El Hadj Diouf (Sénégal), Nwankwo Kanu (Nigeria), Abdelkader Keita (Côte d'Ivoire), Tranquillo Barnetta (Suisse), Tarek Tayeb (Libye), Stefan Kiessling, etc. Ce match de gala opposera l'équipe tunisienne de 2004 et une sélection de joueurs africains. Karim Haggui, champion d'Afrique en 2004 avec les Aigles de Carthage, a pris sa retraite en juin 2018 sous les couleurs du club suisse de St-Gall, après 15 ans d'une belle



carrière. Il avait fait ses débuts à l'AS Kasserine dont le centre de formation des jeunes bénéficiera d'ailleurs de la recette du match gala. L'ancien international tunisien avait

aussi joué à l'Etoile du Sahel, Strasbourg, Bayer Leverkusen, Stuttgart, Hanovre, etc. Il a également participé à la Coupe des Confédérations 2005 et à la Coupe du Monde 2006.

VARANE SUR LE DÉPART ?

Malgré les signaux positifs emmenés par le retour de Zinedine Zidane, tous les cadres de l'équipe ne sont pas assurés de rester. Si les noms de Bale ou Marcelo sont ceux qui reviennent avec insistance, c'est un autre joueur qui songerait à un départ désormais, selon l'équipe.

Le quotidien français rapporte en effet que Raphaël Varane songerait à un départ en fin de saison. Pour le Français, il ne s'agit pas d'un mécontentement ou d'un mal-être au sein du groupe, mais plutôt d'un besoin de trouver un nouveau challenge.



Hector Herrera aurait dit non à l'OL



Hector Herrera (28 ans) aurait fait le choix de son futur club. Il aurait répondu favorablement aux sollicitations de l'Atlético Madrid. Si Jean-Michel Aulas pensait pouvoir le convaincre de rejoindre l'OL, il y a encore quelques semaines, le milieu de terrain mexicain a finalement pris une autre décision. Si l'on en croit les renseignements obtenus par O Jogo, il devrait signer à l'Atlético Madrid, lors du prochain mercato. Pour rappel, le joueur de Porto arrive au terme de son contrat. Il était également sollicité par l'AS Rome et l'Inter Milan.

Sanchez pisté par la Juventus ?

Depuis son arrivée à Manchester United en provenance d'Arsenal, Alexis Sanchez n'a que trop peu été convaincant sous les couleurs des Red Devils. Un départ serait plus que jamais à l'ordre du jour pour l'international chilien.

Alexis Sanchez pourrait quitter la Premier League en fin de saison. L'international chilien serait convoité par la Juventus selon Sky Sports. Ce qui serait un retour aux sources pour l'attaquant des Red Devils qui a évolué dans le passé à l'Udinese. Toutefois l'affaire pourrait capoter. En cause, le salaire XXL du joueur. Celui-ci dispose d'une rémunération fixée à 20 millions d'euros annuels plus divers bonus. L'autre sujet susceptible de faire changer d'avis le club italien est la blessure dont souffre l'international chilien : « Il en a encore pour quelques semaines. Il sera probablement disponible sur la période où nous affronterons Everton, Manchester City et Chelsea. On ne peut jamais être sûr à 100% mais Alexis est un garçon tellement déterminé, il aime le football. Alors je suis certain qu'il fera tout ce qu'il peut, pour que, quand il reviendra, il montre le meilleur de lui-même, » a déclaré à son sujet Ole-Gunnar Solskjaer.



ZIDANE N'A PAS OUBLIÉ MANÉ !

Cité parmi les cibles de Real Madrid il y a un an, Sadio Mané avait vu ces rumeurs s'éteindre suite au départ de Zinedine Zidane. Mais avec le retour du champion du monde 1998 sur le banc merengue, la piste menant à l'ailler de Liverpool reprend de l'épaisseur ! Après la saison chaotique de la Casa Blanca, le technicien français disposera d'une enveloppe mercato XXL l'été prochain et, d'après France Football, il compte bien en utiliser une partie pour recruter le Sénégalais, qui figure toujours dans ses petits papiers. Un nouveau jackpot en vue pour Liverpool ?

Bale dans le viseur du Bayern

Après Tottenham, Manchester United ou encore Chelsea, le Bayern Munich s'intéresse aussi à Gareth Bale (29 ans, 35 matchs et 14 buts toutes compétitions cette saison). Selon TEAMtalk, le club bavarois a ciblé l'ailier du Real Madrid pour renforcer son secteur offensif, qui perdra Arjen Robben et Franck Ribéry, en fin de contrat, l'été prochain. "C'est un transfert qui séduit toutes les parties, même le joueur. Qui ne voudrait pas jouer pour le Bayern Munich ?", glisse une source proche du dossier. En quête de liquidités pour renouveler son effectif l'été prochain, le Real écouterait avec attention la proposition du géant allemand. D'autant plus que retenir Bale n'est pas une priorité. Avec le retour de Zinedine Zidane sur le banc, l'avenir du Gallois à Madrid s'est un peu plus assombri puisque l'entraîneur français ne le considère pas comme un joueur indispensable et souhaitait même son départ en fin de saison dernière.

KANTÉ CONVOITÉ AUSSI POUR LA JUVENTUS

En cas de départ de Chelsea, Ngolo Kanté ne manquera pas de courtisans l'été prochain. La Juventus de Turin vient de s'ajouter à la longue liste des clubs intéressés par l'international français.

Bien qu'ayant récemment prolongé son contrat avec Chelsea, Ngolo Kanté reste très convoité. La Juventus de Turin s'intéresserait désormais à l'international français à en croire le journal italien Tutto-sport. Le club italien devrait concurrencer les plus grands clubs européens sur ce dossier.

Récemment, le milieu de terrain des Blues a été lié à des clubs comme le FC Barcelone ou encore le Real Madrid. L'équipe entraînée par Zinedine Zidane tiendrait toujours la corde sur ce dossier. En France, le PSG suit également l'intérêt la situation de l'ancien joueur de Leicester City.



La Chine espère voir l'Algérie avancer dans son calendrier politique

La Chine a annoncé hier qu'elle espérait «voir l'Algérie faire avancer sans heurts son calendrier politique», a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Geng Shuang, cité par l'agence Chine Nouvelle M. Shuang répondait, lors d'une conférence de presse, à une question sur les derniers développements politiques en Algérie, après l'annonce du report de la présidentielle prévue le 18 avril 2019 par le président de la République, sa décision de ne pas briguer un cinquième mandat et les manifestations pacifiques organisées à travers le pays. M. Geng a également indiqué que «la stabilité de l'Algérie était dans l'intérêt fondamental de son peuple et de la paix dans les régions voisines», a ajouté la même source.

Le responsable chinois a, en outre, rappelé que son pays «adhérait au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays et était convaincu que le peuple algérien avait la sagesse et la capacité nécessaires pour explorer une voie répondant aux conditions de son pays».

ALGÉRIE-RUSSIE

Lamamra : «Le président Bouteflika prêt à transmettre le pouvoir au président élu de manière ouverte et transparente»

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui a décidé de ne pas se présenter à la prochaine élection présidentielle, s'est dit «prêt à transmettre le pouvoir de manière ouverte et transparente au président qui sera choisi par ce scrutin», a déclaré le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra.



«Le président Bouteflika a pris la décision de ne pas prendre part à cette élection et est entièrement prêt à transmettre le pouvoir de manière ouverte et transparente au président qui sera choisi par ce scrutin», a déclaré M. Lamamra lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

L'opposition aura la possibilité de participer à l'organisation et au contrôle de l'élection au sein d'une conférence nationale chargée de réformer le système politique en Algérie, a ajouté M. Lamamra, précisant que «l'Etat algérien a réagi promptement à l'appel de la population et a proposé à toutes les parties intéressées (société civile, partis politiques...) de participer à cette conférence nationale inclusive».

Il a expliqué que «l'élection présidentielle se tiendra avec de nouvelles conditions: pour la première fois dans l'histoire du pays, pourront y prendre part tous ceux qui le souhaitent», a-t-il poursuivi, ajoutant que le scrutin

«sera pour la première fois organisé sous l'autorité exclusive d'une commission électorale nationale indépendante». «Après cela, l'opposition algérienne aura la possibilité de prendre une part plus active au travail gouvernemental», a-t-il ajouté.

Il a affirmé, dans ce sens, que le gouvernement «a répondu aux attentes populaires qui s'expriment depuis plus de trois semaines à travers de grandes manifestations dans l'ensemble du pays», indiquant, par ailleurs, avoir remis au chef de la diplomatie russe un message du président Bouteflika au président russe Vladimir Poutine.

L'Algérie et la Russie contre l'ingérence dans les affaires internes des pays

M. Lamamra et son homologue russe ont mis en avant l'impératif du respect du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays. «L'Algérie et la Russie sont des pays amis. Nous avons les mêmes principes, dont le respect de la souveraineté nationale, de l'intégrité

territoriale des pays, de leur indépendance et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures», a-t-il déclaré.

De son côté, M. Lavrov a indiqué avoir examiné avec M. Lamamra les problèmes internationaux dans le cadre du respect de la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays. «Il est particulièrement important que tous les pays respectent de façon sacrée les dispositions de l'ONU et s'abstiennent de toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Algérie», a-t-il insisté. Il a exprimé la préoccupation de son pays vis-à-vis «des événements qui se déroulent actuellement en Algérie», voyant en cela «des tentatives d'attiser les tensions et nous nous prononçons contre toute ingérence dans ces processus».

Il a, par ailleurs, indiqué que «le peuple algérien doit décider du maintien de la stabilité», ajoutant que «bien évidemment dans cette région ce sont les pays eux-mêmes qui doivent entretenir cette stabilité et c'est l'appel que nous leur lançons».

AVIATION

Suspension des vols pour les avions de type «Boeing 737-Max 8» et «Boeing 737-Max 9» dans l'espace aérien algérien

L'Autorité chargée de l'aviation civile en Algérie a décidé de suspendre toutes les opérations de vol (survol, atterrissage et décollage) dans l'espace aérien algérien, pour les avions de type «Boeing 737-Max 8» et «Boeing 737-Max 9», et ce, à la suite du crash de l'avion d'Ethiopian Airlines (ET), lisait-on, hier, dans le communiqué du ministère des Travaux publics et des Transports.

Cette décision intervient, «en application du principe de vigilance et suite au crash de l'avion de type de «Boeing 737-Max 8» de la



compagnie aérienne nationale à l'éthiopienne + Ethiopian Airlines», souligne-t-on de même source. L'Autorité chargée de l'aviation civile en Algérie «suivra, de près, les résultats de l'enquête technique relative au crash de l'appareil Boeing 737-Max 8 d'«Ethiopian Airlines». Pour rappel, 157 personnes à bord de l'avion d'Ethiopian Airlines (ET), ont péri le 10 mars dernier, lors du crash de l'avion Boeing 737-Max 8, quelques minutes après son décollage de l'aéroport international Bole d'Addis Abeba à destination de la capitale kenyane, Nairobi.

MDN

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ : Arrestation de 9 narcotrafiquants à Oran et Relizane



Neuf narcotrafiquants ont été arrêtés, lundi à Oran et à Relizane, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) et des éléments de la Gendarmerie nationale qui ont saisi également une quantité de drogue et de psychotropes en leur possession, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire et des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté, à Oran et Relizane

(2^e Région militaire), neuf (09) narcotrafiquants en possession de (07,4) kilogrammes de kif traité et (5460) comprimés psychotropes», a précisé le MDN. Selon la même source, un détachement de l'ANP a saisi, à In Guezzam (6^eRM), un véhicule tout-terrain, trois (03) motos, huit (08) groupes électrogènes et huit (08) marteaux piqueurs, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté, à Batna et Sétif (5^e RM), deux (02) individus et saisi trois (03) pistolets et une quantité de munitions (1372 balles).

TRANSPORT

La ligne ferroviaire Djelfa-Laghouat réalisée à plus des deux tiers

Le projet de ligne ferroviaire reliant les wilayas de Djelfa et Laghouat sur une distance de 110 km a été réalisé à plus des deux tiers, ont enregistré un avancement estimé à 70%, a-t-on appris hier des services de la wilaya.

Cette voie ferrée destinée au transport de voyageurs et de marchandises, avec des trains atteignant une vitesse de 220 km/h et dont les travaux sont à 70% d'avancement,

sera dotée d'un système de communication et de signalisation ultramoderne, a-t-on précisé.

Englobant deux gares dans la wilaya de Laghouat, l'une de voyageurs et l'autre de marchandises, cette ligne ferroviaire entre dans le cadre de la réalisation de la boucle Nord-Sud, depuis Alger vers Hassi Messaoud en passant par les wilayas de Blida, Médéa, Djelfa, Laghouat et Ghardaïa, selon la même source.

Lors d'une récente visite d'inspection, le wali de Laghouat, Ahmed Meguellati, a mis l'accent sur le respect des délais contractuels de ce projet, fixés à la fin du premier semestre de l'année 2020.

Le secteur des transports dans la wilaya a été renforcé dernièrement par deux nouvelles gares routières dans les communes de Laghouat et d'Afrou.